

Mars 2007

# LES RICHES ET NOUS

Le visage changeant de  
l'écart croissant au Canada

Armine Yalnizyan

**Growing Gap**  **.ca**

CENTRE CANADIEN DE POLITIQUES ALTERNATIVES

**ISBN 978-0-88627-543-3**

**Centre canadien de politiques alternatives**

2 Carlton, Suite 1001

Toronto, Ontario

(416) 263-9896

[www.GrowingGap.ca](http://www.GrowingGap.ca)

**REMERCIEMENTS**

L'auteur tient à remercier les personnes suivantes pour leur travail incessant dans le but de fournir des données, sans lesquelles cette analyse n'aurait été rendu possible : Brian Murphy, de Statistique Canada et Richard Shillington de Tristat Resources.

Merci également aux personnes suivantes pour leur apport sur la question des enjeux et de l'analyse : Garnett Picot, René Morissette et Andrew Heisz, de Statistique Canada.

L'auteur tient aussi à remercier les personnes suivantes pour leur apport lors des premières ébauches de ce rapport : John Myles (Statistique Canada et Université de Toronto); Marc Lee (Centre canadien de politiques alternatives–Bureau de la C.-B.); Hugh Mackenzie (Assistant de recherche, Centre canadien de politiques alternatives); Seth Klein (Centre canadien de politiques alternatives - Bureau de la C.-B.); Brian Murphy; et Richard Shillington.

Cet article a été préparé avec soin avec l'assistance de Trish Hennessy, Directrice de projet du Projet sur l'inégalité, Centre canadien de politiques alternatives.

La conception du Projet sur l'inégalité, ainsi que la recherche inhérente est une réflexion conjointe du CCPA (et ses bureaux régionaux) et de l'équipe de projet : Trish Hennessy, Hugh Mackenzie et Armine Yalnizyan.

Toute erreur ou omission demeure la responsabilité de l'auteur.

# Introduction

---

À L'AUTOMNE 2006, le Centre canadien de politiques alternatives diffusa un sondage conduit par Environics Research démontrant que 76% des Canadiens croient que l'écart entre les riches et les pauvres augmente de plus en plus.

Le sondage démontra également que 67% des Canadiens croient que la majorité ne bénéficie pas de la forte croissance économique actuelle du pays.

Cette étude confirme que ce que les Canadiens perçoivent est bel et bien la réalité : le Canada performe mieux économique qu'il ne l'a fait depuis plusieurs décennies, mais l'écart entre les riches et la balance des familles canadiennes grandit à une vitesse jusqu'à maintenant inégalée. Les bienfaits du boom économique canadien ont été distribués de façon disproportionnelle à une poignée de privilégiés.

De plus, cette étude se rend compte que l'écart croissant n'est pas qu'un problème pour « le pauvre », qui prend avantage d'une économie canadienne forte et travaille plus d'heures que la génération qui l'a précédé...pour se retrouver ensuite toujours pris dans le cercle de la pauvreté. Cette étude démontre que la majorité des familles canadiennes régresse comparé à il y a tout juste une génération.

Elles perdent du terrain alors que l'économie va bon train, sous des conditions qui devraient habituellement engendrer une réduction de l'écart entre les revenus : faible taux de chômage, plus de Canadiens sur le marché du travail et plus de Canadiens faisant plus d'heures au travail.

Cette étude démontre que l'écart croissant canadien a été imperméable à ces facteurs en raison de plusieurs tendances nouvelles et extrêmes.

**Un écart de revenu à son plus haut niveau en 30 ans** Au Canada, l'écart entre les riches et les pauvres continue de croître, malgré les meilleures conditions économiques possibles. En 2004, la moyenne de revenu des plus riches 10% des familles canadiennes avec enfants était 82 fois plus élevé que celle des 10% les plus pauvres. Ceci approche le triple du coefficient de 1976, qui était alors de 31 fois plus grand. L'écart après impôt n'a jamais été aussi élevé au cours des 30 dernières années et il continue de grandir à une vitesse jamais atteinte depuis la fin des années 90.

**Une plus grande polarisation** Cette étude révèle que les familles canadiennes expérimentent une plus grande inégalité et une plus grande polarisation du revenu comparé aux familles avec enfants de la génération précédente. Seuls les 20% plus riches profitent de gains provenant de la croissance économique canadienne, et la plupart de ces gains sont concentrés dans le premier 10%. La part de revenu allant aux 80% restants des familles canadiennes est plus petite aujourd'hui que lors de la génération précédente, tant en terme de gain qu'en terme de revenu net.

**Les riches s'enrichissent encore plus** Les plus riches 10% des familles canadiennes s'enrichissent de plus en plus. Elles profitent d'une augmentation de 30% de leurs gains comparés à la génération précédente, le seul groupe à profiter de ce genre de gain. Cette situation crée un nouveau phénomène au sein de la distribution du revenu au Canada : les riches s'éloignent du reste de la société, d'une façon si intense que l'on n'a jamais vu se produire une telle situation depuis que nous avons commencé à récolter des statistiques, soit depuis 1976.

**La deuxième moitié est exclue des gains économiques** Les différences deviennent évidentes lorsque l'on compare la première moitié des familles avec celles de la moitié du dessous : De 1976 à 1979, la deuxième moitié des familles canadiennes ont gagné 27% du revenu total. Entre 2001 et 2004, leur part a chuté à 20,5%, même si elles ont travaillé plus fort.

**Des fortunes différentes** Les 20% les plus pauvres des familles canadiennes ont vu leur part du gâteau version gain passée de 4,5% à la fin des années 70 à 2,6% au début 2000. Complètement à l'opposé, la moitié la plus riche des familles canadiennes ont vu leur part de revenu total augmenté, passant de 73% ; à 79,5% au cours de la même période. La plus grande partie de l'augmentation a été octroyée au 10% déjà les plus riches. La part de ces dernières est passée de 23% à 29,5% de la totalité des revenus des familles canadiennes.

**Le travail ne suffit pas** Tout le monde, sauf les plus riches 10% des familles, travaillent plus de semaines et d'heures au sein de la force de travail rémunérée. Le ménage canadien moyen avec enfants comptabilise presque 200 heures de plus comparé seulement à neuf ans auparavant. Seul un groupe de familles ne comptabilise pas plus d'heures : les plus riches 10%, en moyenne, n'ont pas augmenté leur nombre d'heures de travail entre 1996 et 2004. Pourtant, il n'y a que les plus riches 10% qui ont profité d'augmentations majeures dans leur revenu.

**Le gouvernement fait la différence** Alors que les riches deviennent encore plus riches en termes de revenu net, le système de transfert et de taxe du Canada fait une importante différence. S'ils ne devaient compter que sur les sources de revenus marchés, 40% des familles canadiennes auraient à subir des pertes significatives comparées à la génération précédente (même si elles travaillent encore plus fort). Le système canadien de transfert et de taxe met un frein à la chute des revenus pour presque la moitié de la population avec enfants.

## Concernant la famille

---

CETTE ÉTUDE SE CONSACRE aux fortunes des familles canadiennes avec enfants de moins de 18 ans.

Lorsque nous discutons de la façon dont la croissance économique est bénéfique, nous avons tendance à penser à des histoires personnelles ou des fortunes individuelles. Mais chaque individu vit ses premières années de préparation au sein d'un type ou l'autre de famille et la vaste majorité des Canadiens partage sa vie avec au moins une autre personne.

Presque la moitié des Canadiens (46,3%) vit au sein d'un ménage avec enfants de moins de 18 ans<sup>1</sup>. Ils représentent un important segment de la société canadienne. Alors, en examinant ce qui se produit aux familles canadiennes au cours de la meilleure des périodes économiques nous renseigne sur ce que notre économie apporte aux adultes tentant de garder nos familles heureuses, en santé et en pleine croissance, aux sens multiples du développement personnel.

Ce qui arrive à ces familles est important pour une autre raison : nous plaçons notre future et nos espérances entre leurs mains, personnellement et collectivement. Elles sont la prochaine génération de contributeurs à l'économie de la nation. Les opportunités disponibles pour cette génération d'enfants par les vertus d'une dynamique de marchés ou de dispositions sociales formeront, en retour, le Canada de demain.

Cette étude examine comment les fortunes économiques ont changé dramatiquement au cours des derniers 30 ans (1976–2004) pour ce bloc de base de la société (l'endroit où les individus apprennent à devenir des individus) : les familles avec enfants. Elle examine la distribution des revenus en scrutant ce qui arrive à cette population par décile (10 portions équivalentes en taille de la population, classées par revenus ajustés selon l'inflation). Cela nous permet de déterminer où le véritable changement s'est produit: au bas, au haut ou dans le milieu de la distribution des revenus.

Cette étude révèle que les familles canadiennes expérimentent de plus grandes inégalités et une plus grande polarisation des revenus que les familles avec enfants de la génération précédente. La part des revenus allant au 80% des familles à plus

faible revenu est plus petite de nos jours que pour la génération qui a précédé, qu'elle soit mesurée en gain ou en termes de revenus après-impôt<sup>2</sup>.

Ce phénomène est troublant pour plusieurs raisons : ceux qui en sont victimes, le moment où cela se produit, la façon dont nous mesurons l'échelle de ces statistiques et ce qui pourrait en être la cause.

Ce groupe particulier de ménages canadiens, les familles avec enfants, démontre traditionnellement les variations de revenu les plus stables et les plus faibles disparités sur la courbe des revenus que, par exemple, les personnes vivants seules, les couples sans enfants ou les personnes du troisième âge. Pour 20 des 30 dernières années, les revenus nets des familles avec enfants ont eu tendance à subir des changements similaires, à travers les récessions et les reprises économiques au cours des décennies. Le point de rupture de ce modèle semble se situer exactement au moment où les conditions économiques sont devenues meilleures qu'elles n'avaient jamais été depuis des décennies, phénomène qui débuta vers la fin des années 90 et qui poursuit encore jusqu'à ce jour.

Étant donnée la force de l'économie canadienne, il aurait été naturel de croire que l'horizon serait finalement meilleur pour la plupart des Canadiens, après des décennies de turbulence sur le marché du travail. Faux. Alors que se sont produits des gains en gain pour la plupart des classes de revenu au cours des derniers 8 ans, plusieurs familles ont tout juste rattrapé les niveaux de revenu de la génération précédente (et ceci, avec un ratio de temps au travail plus élevé). Encore plus problématique est le fait que l'inégalité des revenus augmente rapidement à un moment où elle devrait plutôt diminuer, comme cela s'est produit au cours des périodes antérieures de solide croissance économique.

Comment savons-nous que l'écart augmente? Il existe trois sources de statistiques disponibles que nous pouvons examiner afin de comprendre les modèles de répartition des revenus : les enquêtes EFC/EDTR de Statistique Canada (voir la note pour les explications sur les acronymes et l'annexe 1 pour une description de la source de données et de la méthodologie utilisée), le recensement et les données fiscales. De ces sources, le EFC/EDTR est annuelle. Il procure des données régulières depuis 1976, il est en mesure de documenter ce qui arrive aux différents types de famille, il met en relief le temps de travail requis afin de générer un revenu de travail et il fournit de l'information concernant les transferts de revenus et l'impôt. C'est aussi une source de choix afin de discuter des seuils de coupure du revenu faible (le seuil de pauvreté).

Aussi solide que sont les sources de ces données, nous savons qu'elles sous-estiment ce qui se produit autant chez les « riches » que chez les « pauvres », aux deux extrémités de la courbe du revenu<sup>3</sup>. Comme résultat que les conclusions de cette étude a tendance à minorer le degré auquel la répartition du revenu au Canada devient de plus en plus inégale. Ces données représentent un estimé conservateur de l'étendue du problème, en partie en raison de la période que nous avons choisie (particulièrement lorsque nous comparons les sommets économiques entre eux), en partie en raison de la taille de l'échantillon de la source de données et en partie parce qu'elle donne le profil des familles avec enfants plutôt que celui de tous les Canadiens au niveau individuel.

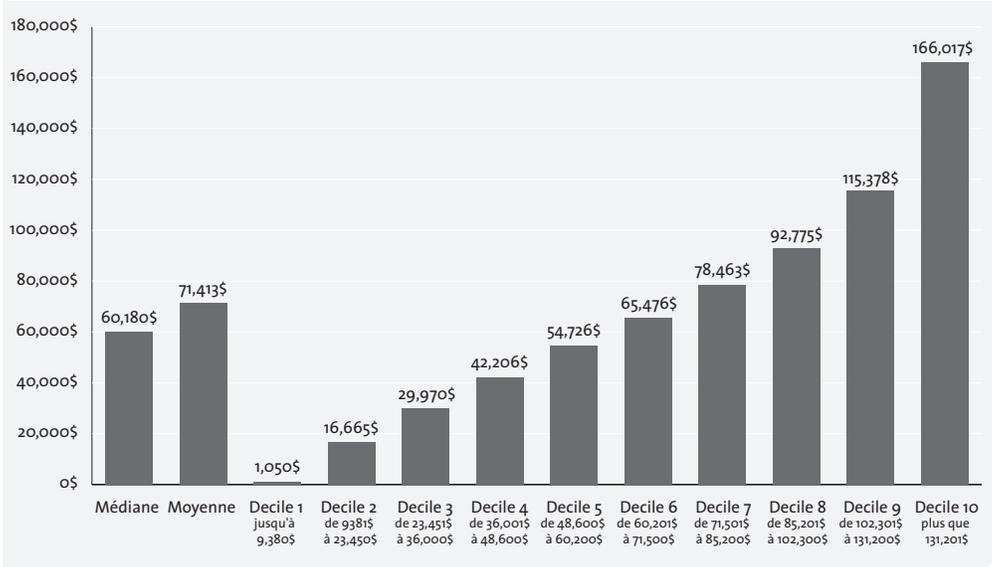
# Qui est riche? Qui est pauvre? Clarification des définitions

DE NOS JOURS, QU'EST-CE QUE cela signifie de faire partie des plus riches ou des plus pauvres familles avec enfants?

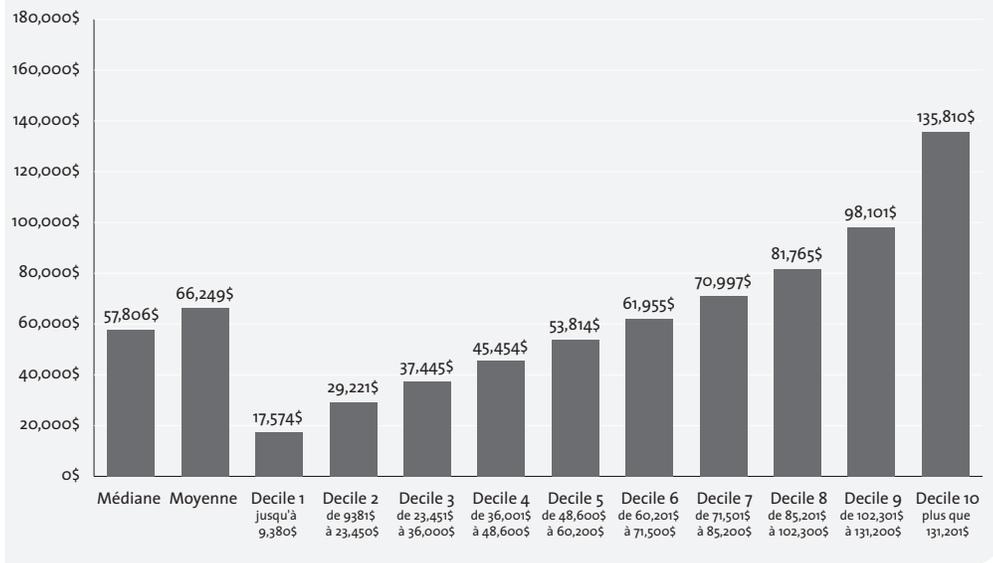
Il existe d'importantes différences en terme de valeur monétaire, selon que vous fassiez référence aux gains (ce que les familles peuvent faire pour elles-mêmes) ou aux revenus nets (ce qui inclut le support au revenu du gouvernement ainsi que l'impôt sur le revenu). Les deux résultats sont présentés dans ce rapport<sup>4</sup>.

Si le gain combiné d'une famille excède 131,000\$, elle se trouvait parmi l'élite en 2004, soit les plus riches 10% des ménages avec enfants de moins de 18 ans au Canada. Les familles rapportant plus de 166,000\$ ont gagné plus que 95% des familles avec enfants.

**GRAPHIQUE 1 Où vous situez vous?** Répartition des revenus de travail pour les 3,8 millions de familles avec enfants de moins de 18 ans en 2004



**GRAPHIQUE 2 Où vous situez vous?** Répartition des revenus nets pour les 3,8 millions de familles avec enfants de moins de 18 ans en 2004



Les 10% les plus pauvres des familles gagnent moins que 9,400\$. Cinq pourcent des familles ont rapporté moins que 1,050\$ en 2004.

La définition du centre peut vouloir dire le 40% du centre ou le 60% du centre, la moyenne ou la médiane.

La moyenne (à plus de 71,000\$) a grimpé plus rapidement que la médiane depuis 1997. La médiane est le point où la moitié des familles gagnent plus et l'autre moitié gagne moins. En 2004, le gain médian des familles canadiennes était de 60,000\$.

Le 40% du centre a gagné entre 36,000\$ et 85,000\$. Le 60% du centre a quant à lui rapporté entre 23,500\$ et 102,000\$. Une différence qui enlève beaucoup de signification au terme « classe moyenne », puisque l'écart entre le haut et le bas de la classe moyenne est tellement grand.

En terme de revenus nets, la répartition est plus concentrée et la définition de pauvre et de riche devient quelque peu surprenante.

En 2004, une famille possédant un revenu net de 110,000\$ ou plus au Canada était riche. Si cela ne vous semble pas si riche, dites-vous que 90% des familles avec enfants doivent vivre avec un revenu moindre. 95% des familles canadiennes avec enfants doivent vivre avec des revenus nets de 136,000\$ ou moins, un chiffre qui, pour plusieurs, est synonyme de classe moyenne.

Le 10% le plus pauvre des familles avec enfants ( plus de 376,000 ménages canadiens) ont subsisté avec moins de 23,300\$, après impôts, en 2004. La moitié de ces familles on du vivre avec moins de 17,500\$ pour l'année.

La classe moyenne, telle que définie par le 40% du centre de la répartition tombe dans une fourchette de revenu net située entre 41,200\$ et 75,900\$. Définie le 60% du centre, la classe moyenne a vu sa fourchette de revenu net se situer entre 33,600\$ et 89,700\$ en 2004, un écart moindre que celui des gains, mais clairement pas un ensemble homogène de ménages vivant des expériences similaires.

Les revenus nets moyens se situaient tout juste au-dessus de 66,200\$ en 2004, mais augmentant beaucoup plus rapidement que la médiane au cours des quelques dernières années.

Le point central de la répartition des revenus nets des familles avec enfants en 2004 était de 57,800\$. Les revenu médians a été plus ou moins stationnaire (autour de 50,000\$) durant la majeure partie de la période 1976–1997. Ils n'ont commencé à monter que depuis 1998.



## L'économie canadienne dans son contexte

ON NOUS A RÉPÉTÉ depuis des décennies qu'une marée montante donnera une bonne poussée à tous les bateaux. Que la croissance économique pavera le chemin pour une meilleure égalité.

Au Canada, nous sommes présentement dans la meilleure situation possible en terme d'économie. Au cours de la dernière décennie, l'économie canadienne a fait feu de tout bois dans tous les secteurs.

Les Canadiens produisent présentement environ 1 billion \$ plus de biens et services par année qu'ils le faisaient en 1981. Pour placer ce phénomène dans son contexte, un billion de dollars est quelque peu équivalent aux économies combinées de toutes les nations à faible revenu de la planète, ce qui représente une population totale d'environ 2,5 milliards individus<sup>5</sup>. Si l'on se compare à ces pays, le Canada va extrêmement bien.

Selon la Banque Mondiale, le PIB du Canada était la 9<sup>e</sup> plus forte économie sur 183 pays à travers le monde en 2005, économie générée par une fraction de la taille des autres 8 pays<sup>6</sup>.

**TABLEAU 1 Le bébé à 1 billion de dollars** La croissance économique du Canada au cours d'une génération et de la dernière décennies

	Croissance insignifiante (millions de dollars)	La croissance réelle (les millions de dollars constants, 1997)	Taux de chômage
1981	360,471\$	600,253\$	7.6%
1995	810,426\$	833,456\$	9.6%
2005	1,371,425\$	1,157,705\$	6.8%

La véritable économie du Canada a doublé (croissance de 93%) entre 1981 et 2005 (ajustée selon l'inflation). La majeure partie de cette croissance (39%) s'est produite au cours de la dernière décennie. Selon la Banque Mondiale, Le Canada est le quatrième meilleur endroit pour faire des affaires, tout juste derrière Singapour, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis<sup>7</sup>.

Les conditions économiques actuelles du Canada sont similaires aux conditions d'il y a presque quatre décennies (presque pas d'inflation, faible taux d'intérêts, taux de chômage relativement faible, croissance économique forte et soutenue). Les coffres des gouvernement fédéral et provinciaux sont tous en mode surplus, un accomplissement qu'aucun autre des pays du G7 (les systèmes de marché les plus riches et les mieux établis de la planète) ne peut revendiquer.

Le chômage est à son niveau le plus bas depuis 30 ans. Plus de Canadiens travaillent et ils travaillent plus fort. Le taux de productivité ne cesse de s'améliorer.

C'est exactement le genre de situation qui a, dans notre passé économique, créé les conditions afin de réduire l'écart entre les riches et les pauvres.

Il y a une capacité inégalée à ce jour au niveau fiscal et économique d'affronter autant de graves problèmes sociaux, économiques ou environnementaux que nous sommes en mesure de nommer qu'à tout autre moment de notre histoire.

Malgré cela, l'écart de revenu entre les familles canadiennes riches et pauvres ne cesse de croître. Il croît plus rapidement que jamais depuis que nous avons commencé à le mesurer. Et il croît pour des raisons complètement différentes.

L'écart avait tendance à être influencé par plus de personnes à sombrer les derniers échelons de la pauvreté. Depuis 1997, l'écart a augmenté à cause de deux nouvelles tendances. L'extraordinaire flambée des revenus des 10% les plus riches des familles, qui gagnent un salaire plus élevé que jamais et qui s'échappe littéralement du peloton; et le fait qu'il y a plus de familles riches comparé à la génération précédente (en utilisant le top 10% de 1980 comme point de comparaison). Cela devrait être une bonne nouvelle, mais elle vient avec l'envers de la médaille.

Le Canada se perçoit en grande partie comme un pays de classe moyenne, mais la part de revenus allant à la classe moyenne est en train de diminuer; lentement, mais sûrement. Comme nous le voyons aisément, il n'y a que le milieu qui retire moins de l'économie croissante du Canada. Quelques fortunés améliorent toutefois leur sort, mais en l'absence de gains d'envergure en matière de prospérité, il existe une plus grande polarité au sein de la société canadienne que lors de la génération précédente.

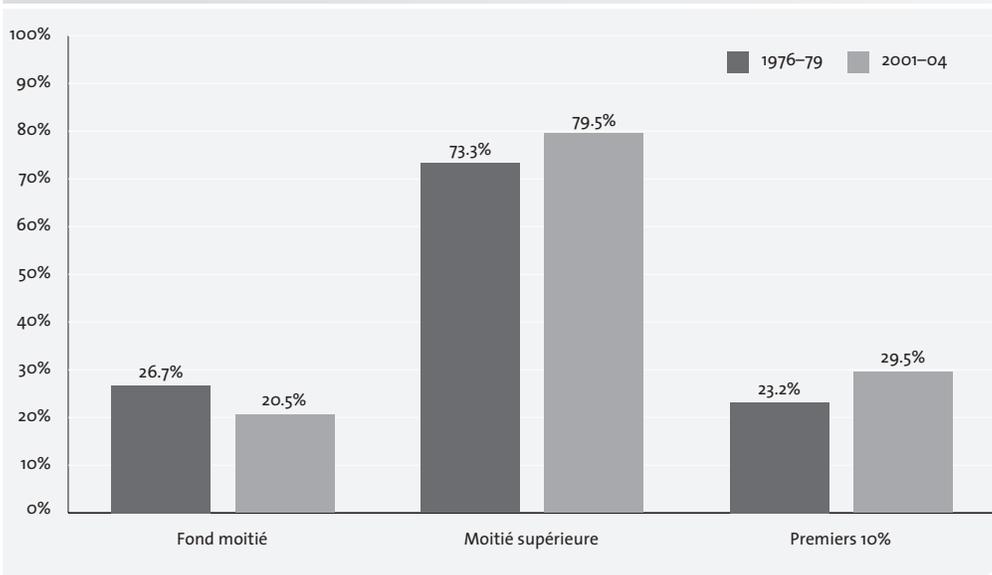
Les Canadiens se rendent compte que la prospérité économique revient largement aux riches<sup>8</sup>, laissant les autres derrière. Cette perception est aveuglée par ces statistiques. Bien que le gâteau soit plus gros, il n'est même pas divisé selon le même pourcentage (déjà inégal) de part qu'une génération auparavant. Les parts deviennent de plus en plus inégales avec ceux au sommet recevant un morceau encore plus gros, aux dépens des autres qui sont en bas de l'échelle, mais encore plus surprenant, également aux dépens de la majorité des familles canadiennes.

## Plus de familles canadiennes reçoivent de plus petites parts du gâteau

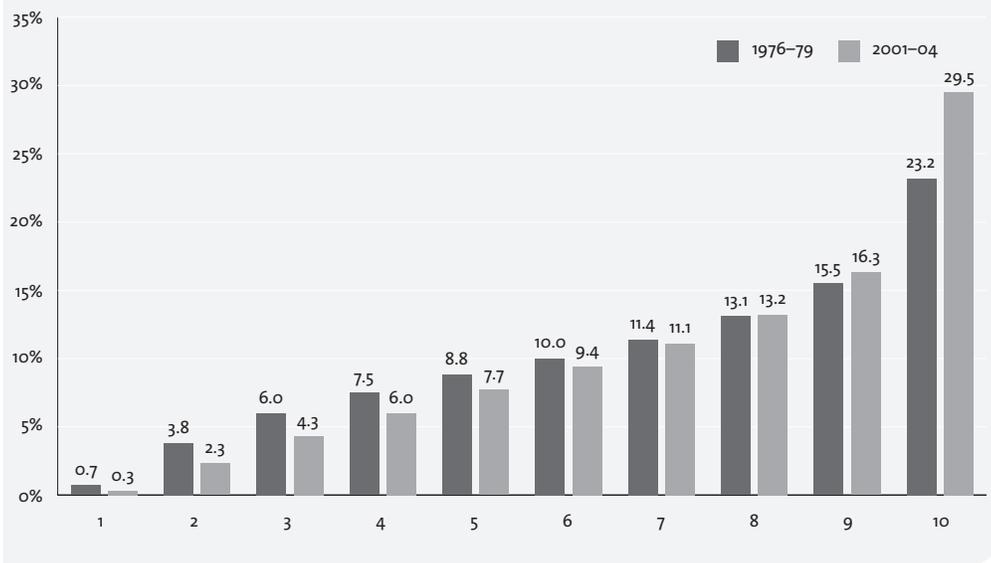
L'ÉCONOMIE CANADIENNE a doublé de taille (en terme d'indexation à l'inflation) au cours des 25 dernières années. Elle a connu cette croissance parce que des millions de travailleurs lui ont apporté leur contribution.

En 1981, la population active canadienne était de 12,2 millions d'individus. En 2005, il y avait 17,3 millions d'individus au sein de la population active, soit une

**GRAPHIQUE 3 Le sommet reçoit une plus grosse part des revenus; la part de la moitié du bas diminue** Familles avec enfants au Canada (1976-79 comparées à 2001-04, moyennes)



**GRAPHIQUE 4 L'augmentation des parts de revenus se concentre au sommet**  
Familles avec enfants au Canada (1976–79 comparées à 2001–04, moyennes)



augmentation de 42% par rapport à 1981<sup>9</sup>. La vaste majorité des parents sont sur le marché du travail, et ils sont de plus en plus nombreux.

En comparant cette génération de familles avec enfants à leurs prédécesseurs de la fin des années 70, la majorité des familles reçoivent maintenant une plus petite part du gâteau qu'auparavant, et ce, même si l'économie est plus forte et que, globalement, les revenus ont commencé à augmenter.

Le salaire moyen des familles avec enfants était d'environ 60,000\$ à la fin des années 70 (en terme d'indexation à l'inflation). Au début des années 2000, le salaire moyen avait augmenté jusqu'à environ 70,000\$. Mais les moyennes n'indiquent pas ce qui arrive à tout le monde. En fait, elles peuvent camoufler ce qui se passe vraiment.

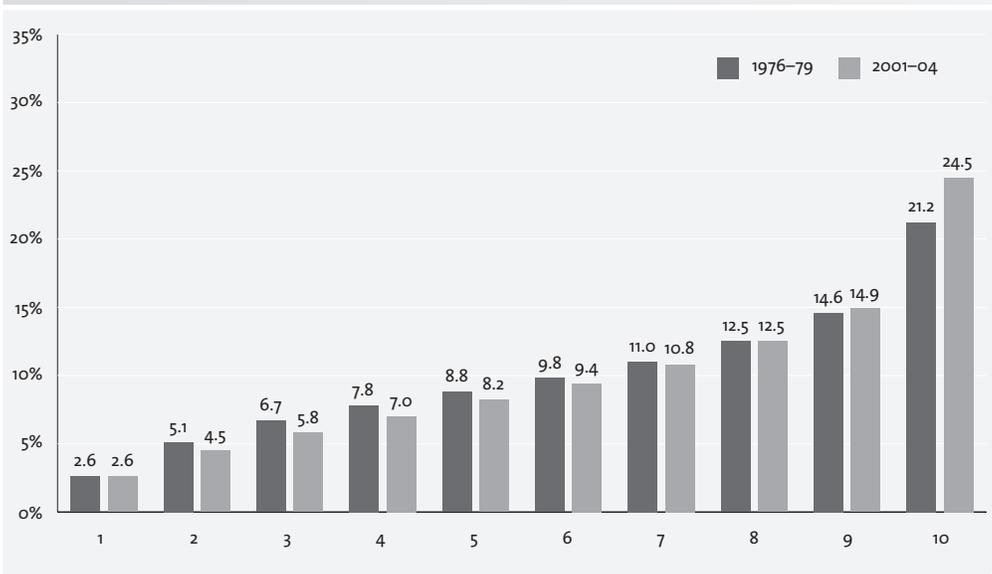
Voici ce qui se passe : pour la période 1976–79, la moitié du bas des familles canadiennes ont gagné 27% du salaire total. Pour 2001–04, la part de la deuxième moitié a chuté à 20,5% du salaire total, bien que ces familles ont travaillé plus fort.

Le 20% les plus pauvres des familles canadiennes ont vu leur part de salaire passer de 4,5% à la fin des années 70 à 2,6% au début 2000. Complètement à l'opposé, la moitié du haut des familles canadiennes ont vu leur part du salaire total augmenter, passant de 73% à 79,5% au cours de la même période.

En surface, il semble que la moitié des familles canadiennes se portent mieux et que l'autre moitié régresse. Pas vraiment. Seuls les 20% les plus riches des familles canadiennes ont vu leur part de gâteau augmenter. En fait, ce sont surtout les 10% les plus riches de ces familles qui ont provoqué ces changements. Ces dernières ont vu leur part de salaire total passer en moyenne de 23% du gâteau à la fin des années 70 jusqu'à atteindre 29,5% entre 2001 et 2004.

Au cours de presque trois décennies, le 80% le plus faible des familles canadiennes avec enfants ont perdu du terrain<sup>10</sup>. Elles ont reçu une part plus petite provenant de l'économie qu'elles ont aidé à générer — les gains sont allés au 20% les plus riches

**GRAPHIQUE 5 Seul le top 10% a augmenté sa part de revenu net**  
Familles avec enfants au Canada (1976–79 comparées à 2001–04, moyennes)



des familles, surtout au premier 10% de celles-ci (voir la tableau 5 à l'annexe 2). Est-ce que les parties prenantes majoritaires de l'économie se font doublées?

Il est souvent allégué que les inégalités provenant naturellement au sein du marché du travail sont balancées par le système canadien de transfert et d'imposition. Ces inégalités sont peut-être quelque peu balancées, mais le système de transfert et d'imposition ne renverse pas de manière significative la tendance de la réduction des parts de revenus pour la majorité des familles. Incroyablement, 80% des familles canadiennes avec enfants s'emparent d'une part plus petite du revenu net total généré par les familles canadiennes avec enfants au cours des dernières années, comparé à leurs prédécesseurs de la fin des années 70.

Après impôt, le revenu moyen des familles avec enfants a augmenté, passant de 56,700\$ à la fin des années 70 à 64,500\$ pour la période 2001–04.

En arrière-plan, la moitié du bas des familles avec enfants ont vu leur part de revenu net chuter, passant de 31% à 28%. La moitié du dessus est quant à elle passée de 69% à 72%, mais, encore une fois, l'histoire se répète, puisque ces chiffres sont surtout provoqués parce qu'ils arrivent aux familles tout en haut de l'échelle.

Les familles du décile le plus pauvre et celles du huitième décile (presque le sommet) n'ont virtuellement pas vu de changements significatifs dans leur part de gâteau. Les familles des deuxième et septième déciles se sont vues octroyer une part plus mince, après impôts, comparé à leurs prédécesseurs de la fin des années 70. Le neuvième décile n'a vécu qu'un léger changement vers le haut dans leur part (passant de 14,5% à 14,9%).

Après impôt, seul le 10% les plus riches des familles ont vu un significatif de leur part de revenu net total. La répartition leur étant attribuée passant en effet de 21% à presque un quart (24,5%) du gâteau.

Bien que l'économie soit plus forte que jamais auparavant et qu'une forte croissance économique fut à son niveau le plus soutenu depuis des décennies, la plainte

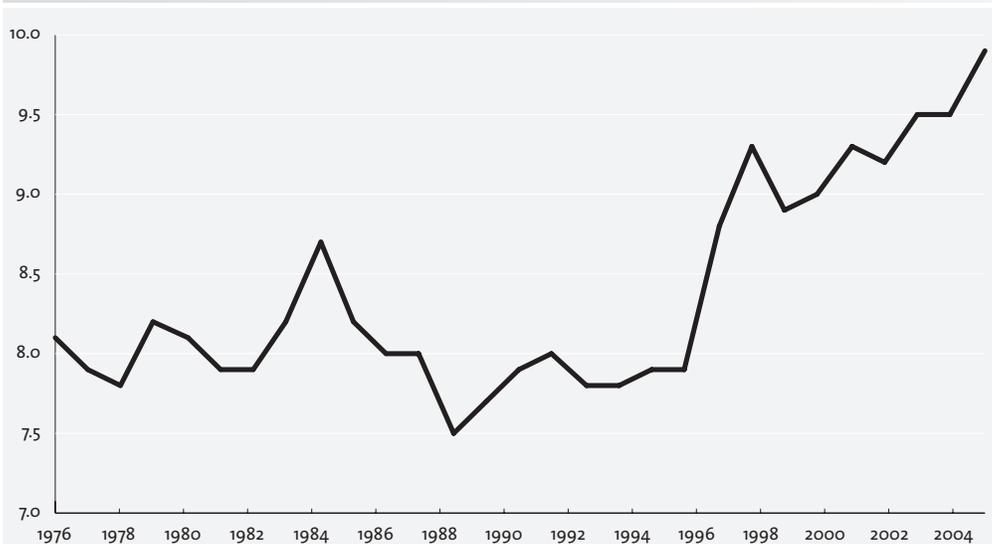
de la classe moyenne d'être étranglée est plus qu'« une simple perception de leur part », et beaucoup plus qu'un phénomène attaquant seulement la classe moyenne. Il s'agit de la réalité pour 80% de la population des familles avec enfants. Leur part du gâteau est plus petit qu'il l'était au cours des années 70, bien que le gâteau à être partagé est deux fois plus large.

## L'écart croissant est à son plus haut niveau en 30 ans

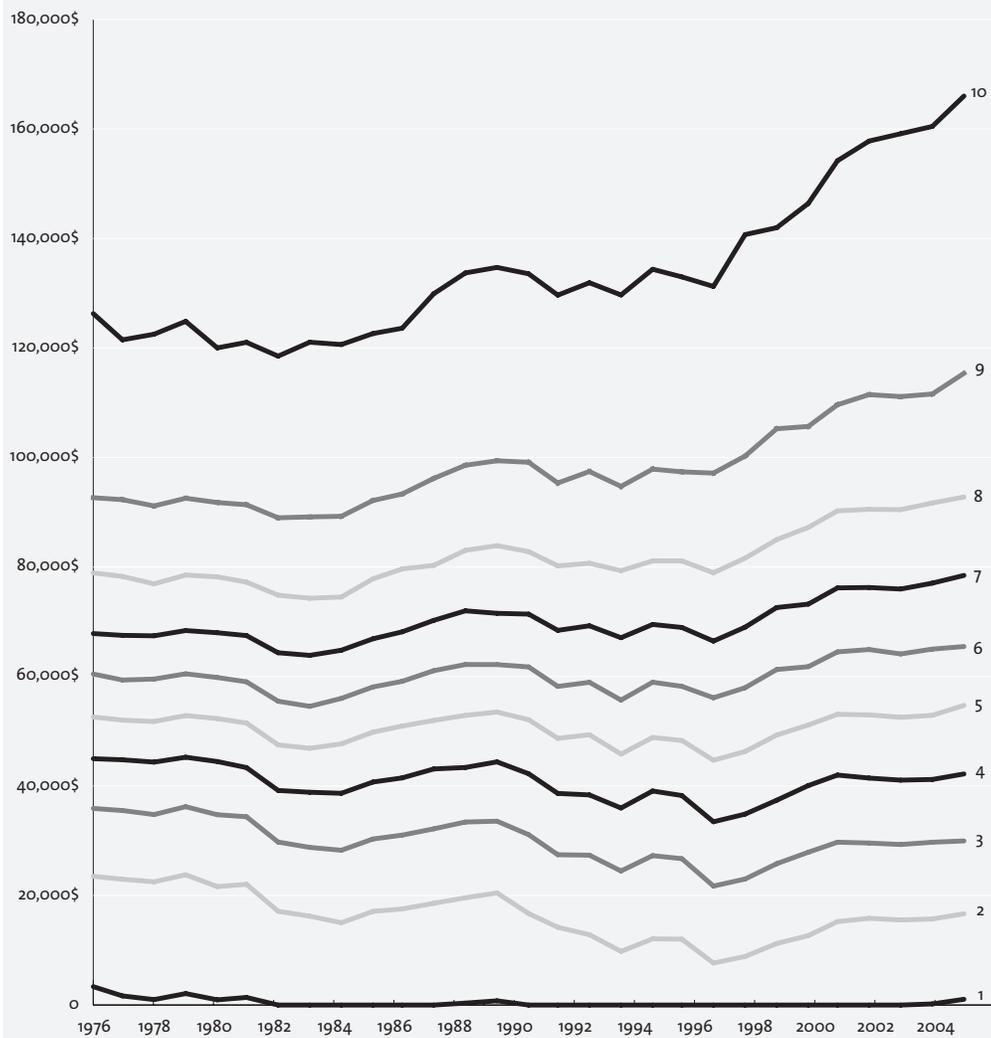
IL EXISTE PLUSIEURS FAÇONS de mesurer l'inégalité, mais le graphique ci-dessous, traçant le ratio de revenu moyen des 10% les plus haut et les plus bas des familles avec enfants, est l'une des mesures les plus communes et explicites. Le graphique démontre que l'écart de revenu net n'a jamais été aussi élevé au cours des 30 années durant lesquelles ces données ont été compilées.

L'écart entre les familles riches et pauvres est plus grand aujourd'hui, sous des conditions économiques solides, que lors des périodes de récession. L'écart entre les familles pauvres et riches s'est élevé ces dernières années à un taux record. Qui plus

**GRAPHIQUE 6 L'écart sur le revenu net est plus haut que jamais** Ratio des déciles des plus riches et des plus pauvres, familles avec enfants, Canada, 1976–2004



**GRAPHIQUE 7 Les 10% les plus riches se détachent du peloton**  
Salaire médian par déciles, familles avec enfants, Canada, 1976–2004

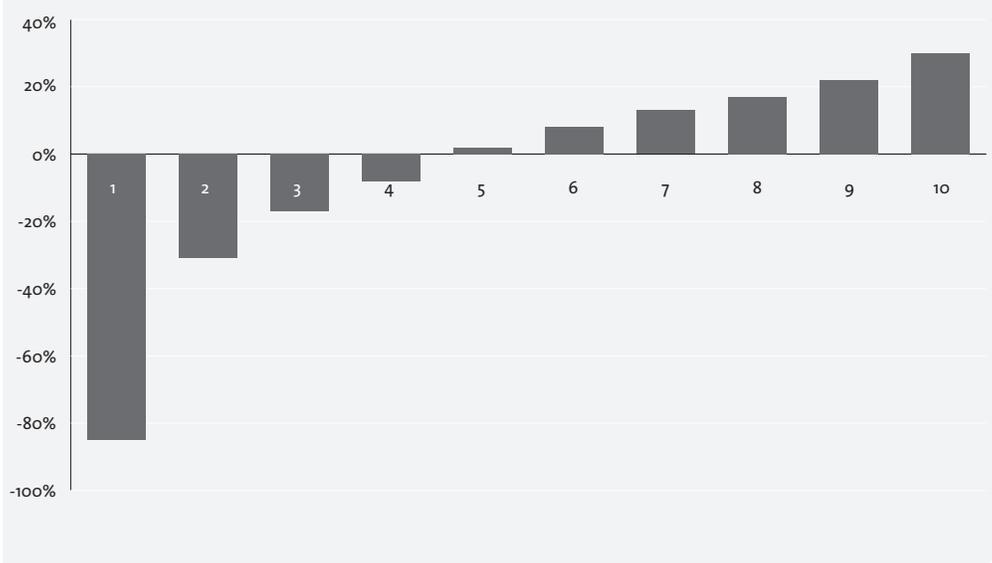


est, cela se produit durant une période de prospérité économique sans précédent, donc à un moment où l'écart devrait se rétrécir, et non s'agrandir.

Le fait que l'écart sur le revenu net est en période de croissance devrait être un sujet d'inquiétude. Des conditions économiques excellentes et un taux d'emploi en augmentation de la population en âge de travailler devraient engendrer de meilleures opportunités pour ceux et celles au bas de l'échelle. Les mesures gouvernementales servant à redistribuer les revenus grâce à l'impôt et aux transferts devraient rétrécir plus avant cet écart. Il se passe clairement quelque chose.

Est-ce que c'est le système d'imposition et de transfert qui est un échec ou est-ce que c'est le marché le problème? Ce chapitre examinera plus en détails ce sur quoi nous reposons au sein du marché du travail afin de produire des salaires.

**GRAPHIQUE 8 Les gains chutent pour la moitié du bas**  
 Changement de pourcentage du gain annuel médian, comparaison  
 entre 1976–79 et 2001–04, par décile, familles avec enfants, Canada



Tel que démontré au graphique 7, les changements dans la répartition des gains pour les familles canadiennes avec enfants se sont avérés différents depuis 1997, et ces changements sont en train de transformer le portrait social du Canada.

La force de l'économie au cours de la dernière décennie a bénéficié de manière disproportionnée à ceux situés au sommet de la répartition des revenus, même si les familles de tous les groupes de revenus travaillent plus fort qu'auparavant.

Les gains en revenus gagnés par le 10% les plus riches des familles avec enfants ont créé un phénomène de rupture dans la répartition du revenu au Canada : le riche s'éloigne du reste de la société, à un niveau sans précédent depuis que ces données ont commencé à être compilées en 1976.

En 2004, les gains moyens du 10% le plus riche des familles canadiennes avec enfants étaient 82 fois ceux gagnés par le 10% le plus pauvre des familles canadiennes. Ceci approche du triple du ratio de 1976, qui était d'environ 31 fois. Les deux années vivaient des conditions économiques fortes.

La majorité du décile le plus pauvre (le 10% le plus pauvre des familles) a été tenu en dehors du marché du travail pour la majeure partie des années 80 et 90. Ils sont revenus en force depuis la fin des années 90 et leurs gains sont sur une lancée vers le haut, mais ils extrêmement plus bas que les gains des familles les plus pauvres de la fin des années 70 (Voir les tableaux à l'annexe 2).

En terme d'indexation à l'inflation, la moitié du bas des familles canadiennes avec enfants soit gagne moins ou la même chose que leurs prédécesseurs d'il y a presque 30 ans. Comme nous le constaterons aisément dans le prochain chapitre, elles travaillent plus, mais cela ne se traduit pas par des revenus plus élevés comparés à la génération précédente.

Les familles situées dans la partie supérieure de l'échelle du revenu sont plus susceptibles d'avoir bénéficié de l'économie canadienne en pleine croissance. Le plus

riche 10%, le groupe ayant déjà profité le plus de la phase de reprise économique des années 80, a vu une montée spectaculaire de ses revenus depuis 1998.

Le graphique 8 compare les gains de cette génération de familles avec enfants (tous les déciles) aux gains de celle de la fin des années 70, une période où l'économie était pratiquement de même ampleur. Le changement relatif par classe de revenu est frappant.

Ceux déjà au sommet ont bénéficié des plus gros gains. Une augmentation de 30% pour ceux présentement dans le décile le plus riche, comparé aux gains du groupe le plus riche de la fin des années 70.

En terme d'ampleur décisif de l'impact, la constatation la plus surprenante est que les familles de la moitié inférieure de l'échelle des revenus ne sont pas de retour où elles étaient durant une tendance de marché du travail relativement de force égale. En fait, leur position est pire qu'elle l'était pour leurs prédécesseurs de la génération précédente.

Malgré des modifications massives au sein du marché du travail durant la période d'intervention, autant la période de la fin des années 70 et celle des premières années du nouveau millénaire sont marquées par un faible taux de chômage. Plus d'individus sont au travail (et ils travaillent plus fort) présentement que lors des années 80 et 90. Mais, telle que le démontrera le chapitre suivant, travailler dur n'est pas suffisant pour la moitié la moins riche des familles canadiennes.

## Travailler plus n'est pas suffisant

---

POUR LA MAJEURE PARTIE des dernières 30 années, les tendances d'inégalité du revenu ont été engendrées principalement par ce qui se passait au bas de l'échelle des revenus.

Alors que les récessions affectent la plupart des gens dans une économie donnée, une phase descendante frappe typiquement plus fort sur la moitié inférieure de la répartition du revenu que sur la moitié située au sommet.

Il s'ensuit donc que l'écart riche/pauvre augmente au cours d'une récession parce que qu'il y a plus de gens qui perdent leur travail ou qui travaillent moins d'heures par semaine. Lorsque le beau temps économique revient, et que plus d'opportunités de travail se présentent, plus de gens de la portion des 10% les plus pauvres se dénichent du travail et, logiquement, l'écart se referme.

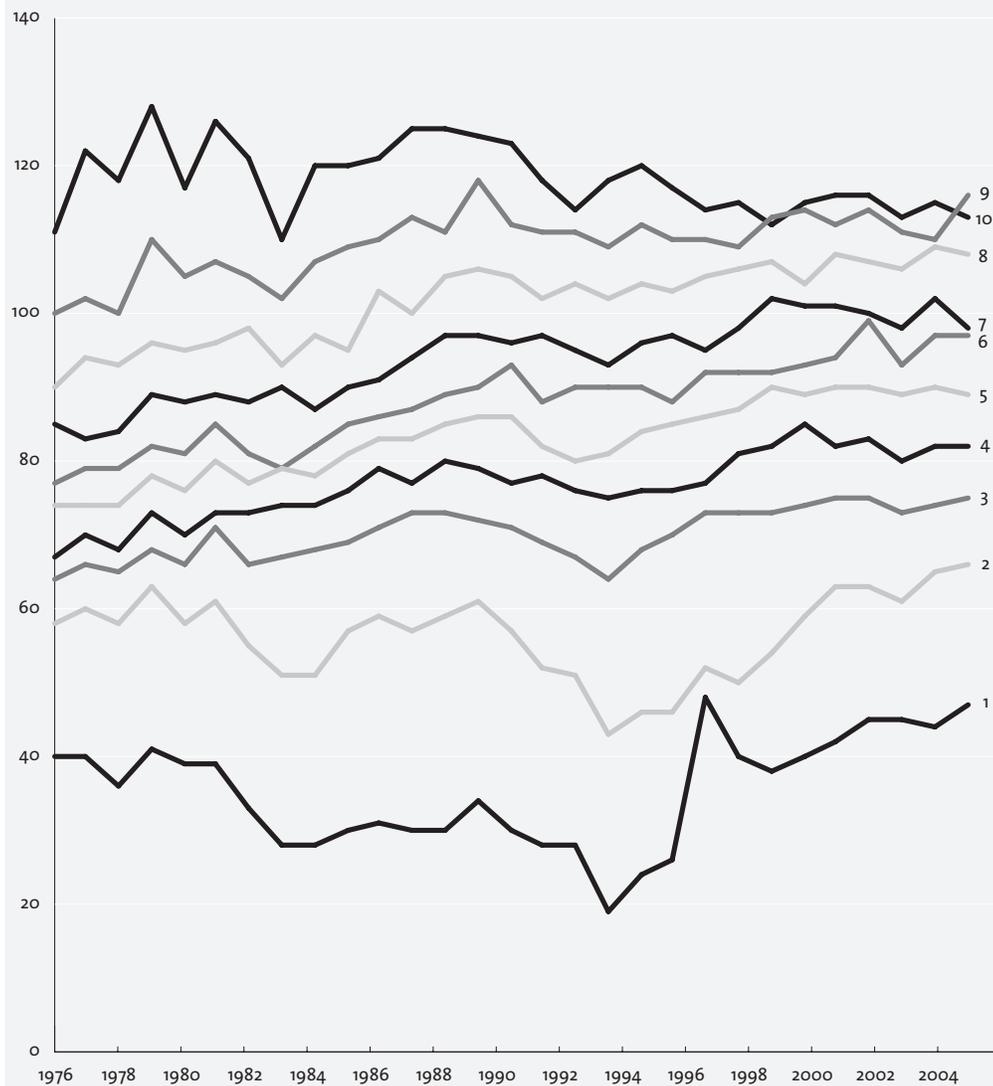
Ce modèle a changé drastiquement après le milieu des années 90.

De nos jours, durant une bonne période économique, l'écart est soutenu par les gains extrêmes que le marché apporte aux 10% les plus riches, dans ce qui s'avère être un cycle auto-perpétuel. Plus riche est la famille, plus riche cette famille deviendra.

Il est tentant de penser qu'ils font quelque chose de différent (travailler plus fort, en faire plus pour en gagner plus). Cependant, traditionnellement, les 10% les plus riches des familles canadiennes avec enfants ont travaillé le plus haut nombre de semaines de travail. Pas de nos jours. Tel que démontré par le graphique 9, alors que tous les autres passent le plus clair de leur temps au travail, les 10% les plus riches des familles canadiennes contribuent actuellement moins d'heures sur le marché du travail qu'une génération auparavant. De plus, les familles des déciles huit et neuf sont en train de converger vers le dixième décile en ce qui a trait au temps que la famille moyenne de ces groupes de revenu consacre au marché du travail<sup>11</sup>.

Il pourrait être allégué que plus de semaines de travail ne signifient pas nécessairement plus d'heures « travaillées », étant donné la montée du travail à temps partiel et non conventionnel au cours des trois dernières décennies.

**GRAPHIQUE 9 Familles canadiennes travaillant plus** Nombre moyen annuel de semaines travaillées, familles avec enfants, par décile, Canada, 1976–2004

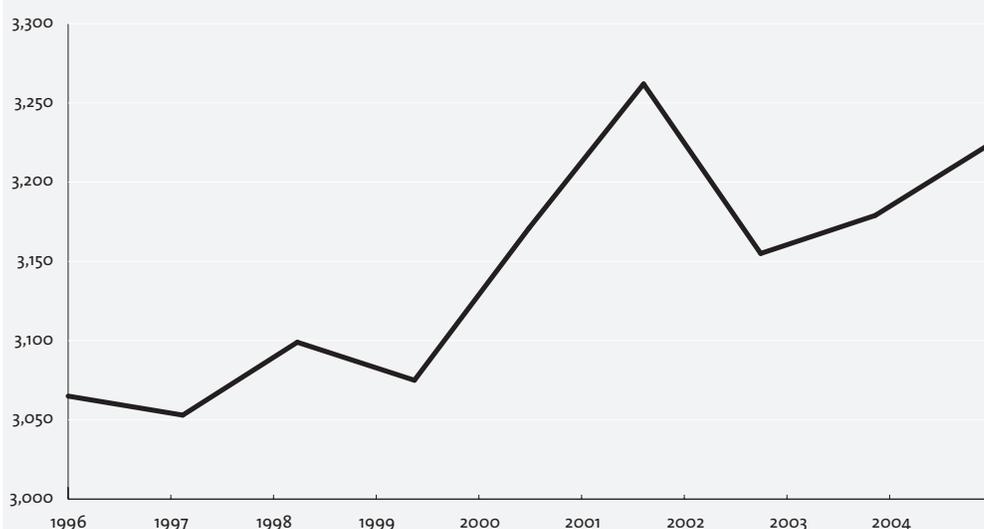


La source de données en ce qui concerne les heures de travail ne retourne pas plus loin que 1996, mais les courbes de tendances sont similaires : les gens passent plus de temps à travail rémunéré, incluant les familles avec enfants. Le ménage canadien moyen avec enfants est coïncé au travail pendant presque 200 heures de plus si on compare avec la situation d'il y a neuf ans<sup>12</sup>.

La tendance générale est que la plupart des familles sont impliquées dans plus de semaines de travail, et que la plupart des familles doivent travailler un plus grand nombre d'heures. Presque toutes les familles canadiennes passent plus de temps sur le marché du travail qu'elles le faisaient en 1996. Il n'y a qu'une seule exception notable à cette tendance : les 10% les plus riches des familles.

Le graphique 10 démontre que le nombre moyen annuel d'heures travaillées pour les familles situées dans la tranche des 10% les plus pauvres a augmenté jusqu'à 1,500

**GRAPHIQUE 10 familles canadiennes travaillent plus longtemps depuis 1996**  
 Nombre moyen annuel d'heures travaillées, familles avec enfants, Canada, 1996–2004



**TABEAU 2 Les familles canadiennes travaillent plus longtemps depuis 1996**  
 Nombre moyen annuel d'heures travaillées, familles avec enfants, par décile, Canada, 1996–2004

Decile	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	1,439	948	1,075	996	1,121	1,365	1,315	1,265	1,529
2	1,478	1,470	1,725	1,820	2,106	2,151	1,981	2,119	2,322
3	2,522	2,445	2,398	2,468	2,629	2,678	2,610	2,532	2,535
4	2,732	2,833	2,862	2,897	2,915	2,951	2,842	2,902	2,941
5	2,955	2,946	3,118	2,998	3,175	3,229	3,192	3,133	3,162
6	3,158	3,166	3,216	3,241	3,230	3,535	3,266	3,370	3,400
7	3,298	3,467	3,494	3,459	3,569	3,605	3,534	3,568	3,548
8	3,580	3,642	3,676	3,562	3,804	3,829	3,748	3,809	3,782
9	3,896	3,786	3,946	3,898	3,883	4,032	3,908	3,911	4,049
10	4,063	4,107	3,984	3,974	4,093	4,184	4,058	4,119	4,074
<b>Moyenne</b>	<b>3,065</b>	<b>3,053</b>	<b>3,099</b>	<b>3,075</b>	<b>3,171</b>	<b>3,262</b>	<b>3,155</b>	<b>3,179</b>	<b>3,225</b>

heures par année, plus haut en 2004 qu'en n'importe quelle année sur cette période de temps. Ces statistiques ne sont disponibles que depuis 1996. Les familles du décile #2 ont ajouté un étalement de 800 heures par année, en moyenne, depuis 1996 (passant d'environ 1,500 heures à environ 2,300 heures par année). En 2004, les familles situées au milieu de l'échelle, déciles 4 à 8, ont eu à faire environ 200–250 heures de plus qu'en 1996, l'équivalent d'entre 5 à 6 semaines additionnelles à temps plein

**TABEAU 3 Travailler plus fort ne rapporte pas son dû pour la plupart des familles avec enfants** Changement de pourcentage de la moyenne annuelle de semaines travaillées et en gain, comparaison entre 1976–79 et 2001–04

Decile	Moyenne des semaines annuelles travaillées*		Différence moyenne	% Changement	% Changement dans les profits annuels
	1976–1979	2001–2004			
1	39	45	6	15%	-85%
2	60	64	4	7%	-31%
3	66	74	9	14%	-17%
4	69	82	12	18%	-8%
5	75	90	15	20%	2%
6	79	96	17	21%	8%
7	85	100	14	17%	13%
8	94	108	14	15%	17%
9	103	113	9	9%	22%
10	120	114	-6	-5%	30%
<b>Moyenne</b>	<b>81</b>	<b>91</b>	<b>11</b>	<b>13%</b>	<b>5%</b>

par ménage. Le 10% le plus riche des familles, en moyenne, travaille 10 heures de plus en 2004 qu'en 1996, mais 110 heures de moins qu'en 2001. La variation année après année rend difficile de déterminer si elles travaillent vraiment moins d'heures ou le même nombre d'heures au cours de cette période de neuf ans, mais il est clair qu'elles ne travaillent surtout pas plus qu'avant.

### **EST-CE QU'IL EST AVANTAGEUX ÉCONOMIQUEMENT POUR LES FAMILLES DE TRAVAILLER PLUS?**

Malgré le fait que les familles de toutes les catégories de revenu, sauf les 10% les plus riches, passent plus de temps au travail que celles de la génération précédente (même plus que la décennie précédente) le seul véritable gain en terme de revenu a été remporté par ceux qui n'ont pas travaillé plus : le 10% le plus riches des familles canadiennes.

Les gains médians des 10% les plus riches des familles avec enfants avoisinaient en moyenne 122,000\$ entre 1976 et 1986. Entre 1987 et 1997, ils ont atteint une moyenne de 133,000\$. Depuis 1998, le revenu médian des 10% les plus riches a augmenté beaucoup plus rapidement, avoisinant une moyenne de 161,000\$ pour la période 2001–04, mais ne démontrant aucun signe de ralentissement du niveau d'augmentation. Cependant, leur nombre moyen de semaines de travail est demeuré constant aux environs de 114 semaines par an par ménage, environ six semaines par années de moins comparé à la génération précédente.

Bien qu'elles travaillent quelque peu moins, le 10% le plus riches des familles gagnent un gain plus élevé de 40,000\$ comparé à la génération précédente ( en termes d'indexation à l'inflation). Il s'agit d'une augmentation de 30%, à vrai dire, depuis la fin des années 70. Aucune autre catégorie de familles n'a vu des gains s'approchant, même quelque peu, des gains dont a bénéficié le sommet. Et bien qu'il est clair que les familles situées au sommet s'impliquent énormément en temps dans leur travail, elles ne travaillent pas plus qu'elles le faisaient au cours de la génération précédente. En fait, elles travaillent moins.

Pendant ce temps, la balance des familles canadiennes augmentent leur temps passé au travail. Pour des centaines de milliers de ménages avec enfants, ils sont plus « attachés » à la force de travail que leurs prédécesseurs l'étaient à la fin des années 70, mais leur revenu est plus bas aujourd'hui que lors de la génération qui les ont précédés.

Même à la fin des années 70, la plupart des familles avec enfants avaient plus qu'un seul travailleur sur le marché du travail. Mais seulement les deux déciles du sommet bénéficiaient clairement de deux travailleurs à temps plein dans les années 70. De nos jours, environ la moitié des familles canadiennes est soutenue par deux travailleurs à temps plein, et la moitié la plus basse des familles rattrapent rapidement la moitié supérieure en termes d'effort au travail. Jusqu'à ce jour, la moitié inférieure a bel et bien passé plus de temps sur le marché du travail mais en a retiré moins.

Les données du graphique ci-dessus suggèrent que le taux de rémunération pourrait jouer un rôle important dans cette histoire mais la source de données EFC/EDTR ne fournit pas ce genre de détails. Cela pourrait être dû au fait que le travail effectué dans certaines fonctions exige tout simplement un gain plus élevé qu'une génération auparavant, alors que d'autres types d'emplois auraient été dévalués. Cela pourrait également être dû à un virage dans la façon dont le marché de travail donne de la valeur aux plus jeunes travailleurs (et aux plus vieux), incidemment, les travailleurs les plus jeunes recevraient de plus faibles taux de rémunération que leurs homologues de la fin des années 70, en termes d'indexation à l'inflation.

Peu importe la raison, la majorité des familles avec enfants ont eu à investir leur plus précieuse ressource, le temps, dans le marché du travail afin de simplement rester à flot, et même pour s'en sortir.

Alors que de tout temps, la clé d'un meilleur revenu a été de travailler plus, avec le temps il apparaît que les familles avec enfants vont faire face à un constat difficile. Les données démontrent que si elles travaillent plus, leur revenu ne va pas nécessairement augmenter. Si elles ne travaillent pas plus, leur revenu va cependant diminuer de beaucoup. Mais il y a une limite au temps qu'elles peuvent consacrer au travail. Les familles situées au milieu de l'échelle des revenus passent plus de temps sur le marché du travail, avec plus de familles pouvant compter sur deux travailleurs à temps pleins. Rendu à un certain point, il n'y aura plus de place en réserve pour consacrer plus de temps au problème. Comment les familles vont-elles rester à flot à ce moment là? Et que se passera t-il s'il y a un repli économique et que le taux de chômage augmente?



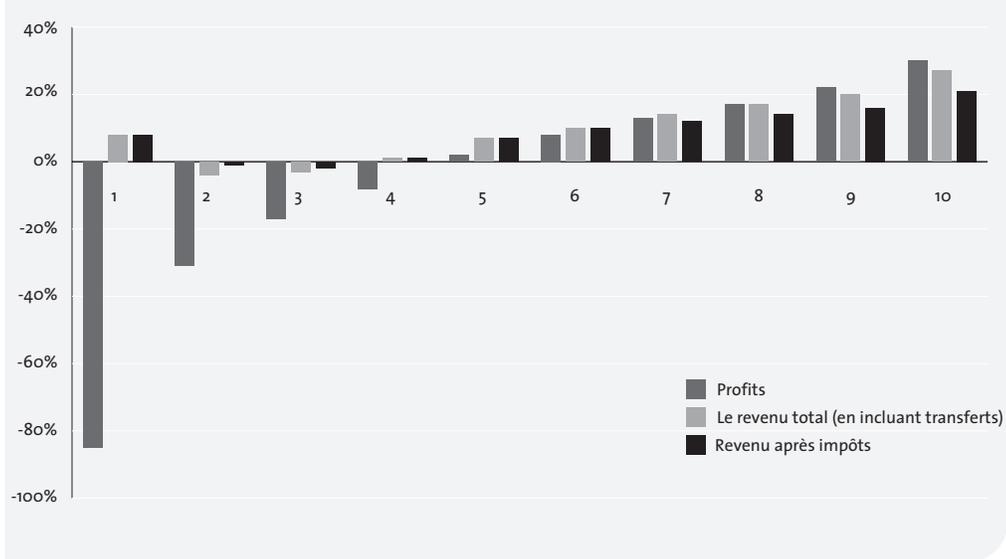
## Qu'est-ce que le gouvernement peut faire?

AUCUN EXAMEN DE LA RÉPARTITION du revenu ne peut se faire qu'en regardant les gains. Le rôle des taxes et des transferts gouvernementaux a traditionnellement fait la différence au Canada en refermant l'écart entre les riches et les autres. Ce chapitre met en relief l'impact des taxes et des transferts sur l'inégalité du revenu au cours des 30 dernières années.

**TABLEAU 4 La moitié du bas perd du terrain** Changement de pourcentage de la médiane des revenus nets, comparaison entre 1976-79 et 2001-04, par décile, familles avec enfants, Canada

Decile	Moyenne 1976-1979	Moyenne 2001-2004	Le changement dollar "boom to boom"	% changement "boom to boom"
1	15,979\$	17,222\$	1,244\$	8%
2	29,289\$	29,095\$	(194)\$	-1%
3	37,973\$	37,275\$	(698)\$	-2%
4	44,272\$	44,927\$	655\$	1%
5	49,665\$	53,006\$	3,340\$	7%
6	55,529\$	60,921\$	5,392\$	10%
7	62,082\$	69,390\$	7,308\$	12%
8	70,496\$	80,179\$	9,683\$	14%
9	82,114\$	95,456\$	13,342\$	16%
10	108,446\$	131,082\$	22,636\$	21%
<b>Médiane</b>	<b>52,554\$</b>	<b>56,976\$</b>	<b>4,422\$</b>	<b>8%</b>

**GRAPHIQUE 11 Les transferts du gouvernement, pas les baisse d'impôts, font la différence pour la moitié du bas** Changement de pourcentage en revenu salariale, totale et net, comparaison entre 1976-79 et 2001-04, par décile, Familles avec enfants, Canada



Un des rôles clés du gouvernement est sa fonction de redistribution. Les taxes collectées par les gouvernements augmentent les ressources que l'on peut attribuer à la défense et aux stratégies commerciales ainsi qu'au système de justice, d'infrastructure et de support social. Les taxes sont aussi habituellement utilisées pour financer un support de revenu à ceux qui se retrouvent en dehors du marché du travail en raison du chômage, de la maladie, de blessure ou de la retraite. La plupart des pays aident également les familles en ce qui a trait aux coûts servant à élever des enfants, afin de s'assurer que tous les enfants ont la même chance de réussir.

Il pourrait facilement être allégué que les divers éléments de revenu de la fonction de redistribution du Canada ont été affaiblis au cours des dernières décennies, Avec pour résultat un écart du revenu net ressemblant de beaucoup à l'écart des gains.

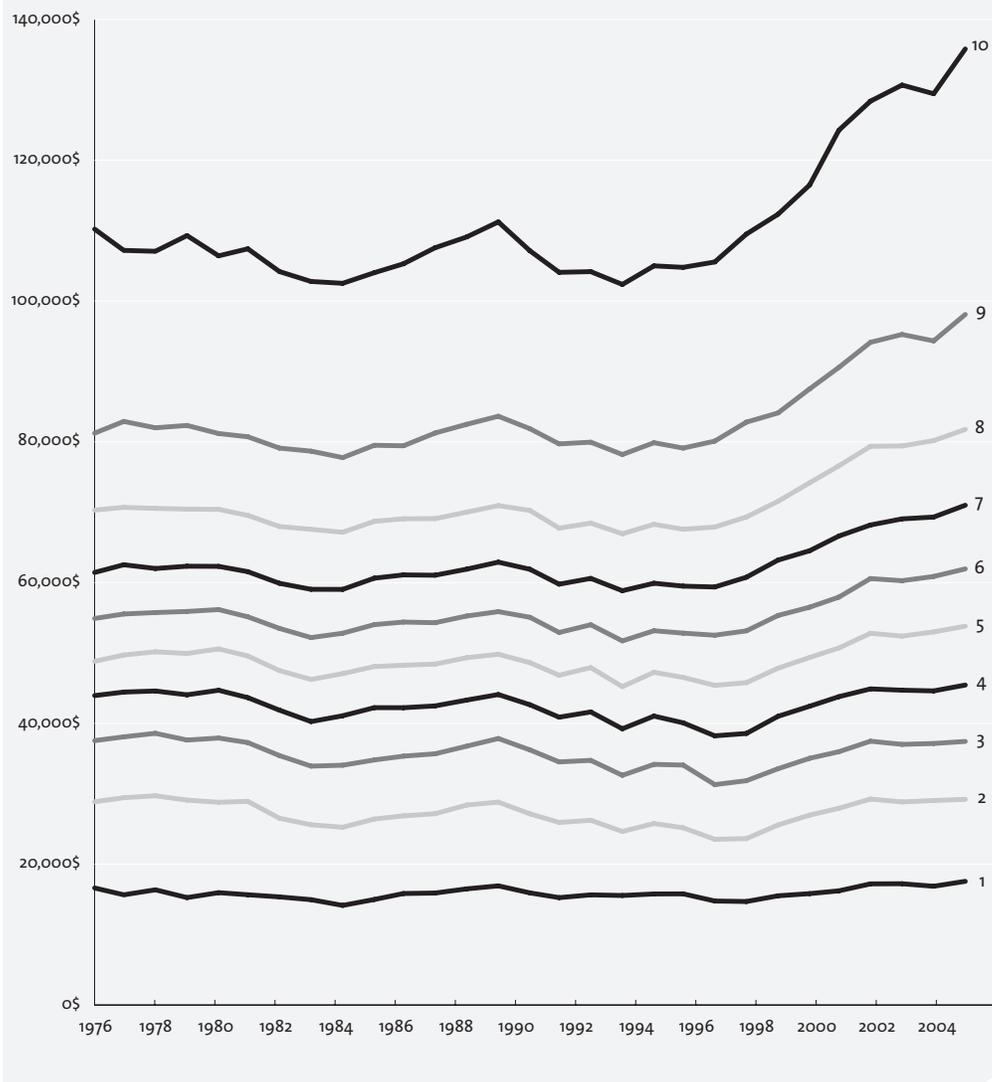
La faiblesse de la fonction de redistribution du Canada a été causée par des coupures dans les transferts qui habituellement bénéficient surtout aux plus pauvres et des baisses d'impôts, une politique qui bénéficie principalement aux plus riches.

En fait, le système est peut-être affaibli, mais cette étude s'est rendue compte que le système de taxes et de transferts a fait une différence positive dans le revenu des familles avec enfants au cours des trois dernières décennies, incluant les 10 années les plus récentes.

En termes de revenu net, les 10% les plus pauvres des familles canadiennes avec enfants font mieux comparé à la génération précédente, mais pas de beaucoup. L'amélioration comporte difficilement une augmentation de 100\$ par mois, en termes d'indexation à l'inflation. Cet extra d'argent est étiré au-delà de sa limite par les coûts croissants de logement, qui ont grimpé vraiment plus rapidement que l'inflation dans toutes les villes canadiennes.

Comparé à la génération précédente, les revenus nets des familles des trois groupes suivants les plus pauvres demeurent difficilement au même niveau. Bien qu'elles travaillent plus que leurs prédécesseurs, elles gagnent moins, même en terme

**GRAPHIQUE 12 Les 10% les plus riches s'éloignent du peloton**  
Médiane des revenus nets par décile, familles avec enfants, Canada, 1976–2004



de revenu après impôt. La seule chose qui empêche leur avoir de s'écrouler encore plus se trouve à être les transferts du gouvernement.

Les familles situées au milieu ont vécu de modestes progrès, principalement engendrés par les gains, qui en retour étaient surtout issus du temps supplémentaire consacré au travail comparé à la génération précédente. Elles travaillent plus, donc elles gagnent plus d'argent. Mais seulement un peu plus. Rien de comparable à ce qui se produit au sommet.

Autour du sommet de la répartition, les extraordinaires augmentations des salaires sont tempérées en terme de revenu net, mais le niveau de taxation ne modifie pas le fait que ceux situés en haut de l'échelle continue à faire les plus gros gains.

Les 10% les plus riches des familles ont vécu une amélioration de leur revenu net de plus de 20,000\$, comparé à la génération précédente.

Alors que les riches deviennent encore plus riches en termes de revenu net, le système canadien de taxes et de transferts aide à mitiger l'écart dans les salaires.

La moitié des familles canadiennes avec enfants aurait régressé dramatiquement, comparé à la génération précédente, sans l'aide du gouvernement. L'écart dans le revenu net au Canada est plus petit que l'écart dans les salaires. Mais la tendance que nous avons remarquée dans l'écart salarial, les 10% les plus riches distançant le peloton, est reprise également dans l'écart après impôt.

Le graphique suivant démontre que la majorité des familles canadiennes avec enfants (au moins jusqu'au 75<sup>ième</sup> percentile) ont bénéficié des transferts en place pour ces ménages. Au moins 65% des familles avec enfants étaient des bénéficiaires nets du système de taxes et de transferts.

Malgré une décennie d'emphase sur le fait qu'il serait tellement bénéfique que les gouvernements baissent les impôts afin de supporter les familles au travail, le plus grand bénéfice pour les familles est provenu des supports au revenu (transferts). Cette constatation amène à se poser une question : quels transferts?

Depuis la fin des années 70, l'assurance-emploi et l'assistance sociale ont été remodelées. Les compensations aux travailleurs n'ont pas augmenté de manière substantielle. Il existe de nouveaux transferts pour les familles tout en bas de l'échelle des revenus sous la forme de crédits de TPS remboursables. Mais l'impact de crédit sur la TPS ne se rend pas très loin vers le haut sur l'échelle des revenus.

Le plus gros changement s'étant produit au cours de cette génération fut la conversion des allocations familiales universelles en des prestations fiscales canadiennes pour enfants plus ciblées. Les PFCE ont débuté en 1993, mais ont été augmenté régulièrement depuis 1998. En 2005, le programme avoisinait les 9 milliards de dollars par année<sup>13</sup>.

Alors, ce qui a véritablement fait la principale différence pour les familles au plus bas niveau de l'échelle des revenus (ce qui a empêché la chute libre de la moitié des familles canadiennes), fut un paiement de transfert fédéral pour le support aux familles avec enfants.

Même là, les gouvernements n'ont fait que décaler, sans le renverser, le phénomène où les familles riches avec enfants s'éloignent du reste du peloton.

L'échappée des 10% les plus riches des familles canadiennes représente un nouveau phénomène, encore jamais dans cette génération. De 1976 à 1996, les fortunes des familles avec enfants ont grimpé et redescendu selon les récessions et les reprises, vaguement en accord les unes avec les autres. Aucun groupe particulier ne s'est éloigné des autres groupes.

Mais après le milieu des années 90, alors que la plupart des familles ont vécu de légères améliorations suite à l'impact prolongé de la récession de 1991–92, seule la moitié la plus riche des familles ont vécu une avancée claire comparé aux 20 précédentes années. De celles-ci, les familles tout en haut ont connu les gains les plus importants, à un taux de croissance encore jamais vu selon ces données. Il a été suggéré que les tendances sont dictées non pas par le top 5%, mais plutôt par le top 1% de la répartition du revenu. Que l'action se passe à l'extrémité du sommet. Que cette période ressemble en tout point aux excès des années 1920<sup>14</sup>. Les données du EFC/EDTR ne peuvent fournir ce genre de détails. Mais des exemples de contrastes extrêmes sur l'évaluation des travailleurs par le marché abondent au Canada.

L'analyse des principaux PDG au Canada et du travailleur moyen fournit une illustration. Depuis 1998, le top 100 des PDG canadiens ont vécu une augmentation en compensations de 262%, mettant dans leurs poches une moyenne de 9,1 millions\$ en 2005 comparé à 3,5 millions\$ en 1998. Pendant ce temps, le travailleur canadien moyen n'a gagné que 38,000\$ par année, une augmentation de 15% au cours de la même période, signifiant que, après l'ajustement des salaires face à l'inflation, le travailleur moyen a finalement perdu de son pouvoir d'achat<sup>15</sup>.

Ces changements suggèrent un autre problème. En 1998, les principaux dirigeants du pays valaient, en moyenne, 106 fois le travailleur moyen. En 2005, seulement sept ans plus tard, ils valaient maintenant 240 fois plus. Les récompenses au cours de cette période de prospérité soutenue ont été octroyées à ceux qui étaient déjà les mieux nantis. L'on peut difficilement dire qu'il s'agit d'une trajectoire soutenable, économiquement ou socialement.



# Conclusion

---

AU COURS DES DEUX dernières décennies, une expérimentation sociale s'est produite au Canada : les gouvernements ont activement poursuivi des politiques supportant les dynamiques du marché et ont volontairement diminué leur rôle tampon sur les marchés, particulièrement au profit des plus démunis au niveau économique.

Ces données soulignent que l'importance du rôle tampon des gouvernements demeure en ce qui a trait à assurer le mieux-être de toutes les familles canadiennes.

À un moment où certains préfèrent émettre des doutes sur le rôle du gouvernement fédéral à fixer la destinée de tous les Canadiens ensemble, ces données soulignent également l'importance de l'existence d'un programme fédéral fort supportant les familles avec enfants (toutes les familles, sur la totalité de l'échelle des revenus).

Certains avancent que l'insuffisance, et non l'inégalité, est le véritable problème auquel nous sommes confrontés. La pauvreté persistante côtoyant une abondance qui semble sans fin est certainement un affront. Mais nous avons appris quelque chose à la vue des tendances de la répartition du revenu. Quelque chose que nous ne pouvons percevoir en s'attardant seulement à la pauvreté (où à l'insuffisance), puisque cette chose n'a pas de contexte précis.

Lorsque nous examinons le continuum global des revenus des familles canadiennes, nous entrevoyons une dynamique qui s'avère plus grande que la chance ou le succès individuel, que le manque de formation, ou d'effort, ou de motivation. Nous voyons comment les familles canadiennes sont toutes engagées et solidaires à l'intérieur d'un système économique qui nuit à la majorité alors qu'il bénéficie de manière disproportionnée à quelques privilégiés.

Les familles canadiennes jouent selon les règles, suivant une meilleure éducation, retardant ou éliminant les demandes pour former une famille, travaillant plus fort. Et le meilleur que la majorité peut retirer de ces efforts est de demeurer au même point économiquement?

Depuis toujours et pour toujours, travailler plus devrait engendrer un meilleur revenu. Avec le temps, nous voyons que les familles avec enfants ont tenté exactement cette stratégie. Elles travaillent plus que jamais. Mais les semaines et les

heures additionnelles passées sur le marché du travail par les familles modernes avec enfants ne rapportent pas en termes d'augmentation des salaires des ménages (ajustés à l'inflation) pour au moins la moitié la plus basse de ces familles comparé à la génération de familles avec enfants de la fin des années 70.

Une plus petite part allant à la majorité des familles comporte des questions au sujet de la direction dans laquelle le pays est en train de s'engager, et à savoir si cette tendance peut se perpétuer. Ces questions doivent être posées.

Nous le répétons, nous sommes dans une excellente période économique, pas en période de récession. Ceci devrait faire sonner nos antennes : il n'y a que 24 heures dans une journée et sept jours dans une semaine, que vous soyez riche ou pauvre. La seule et véritable limite de toutes les familles et de tous les individus s'avère le temps. Travailler plus est littéralement une option limitée par le temps. Ce n'est pas une réponse soutenable à la diminution du revenu.

Les taux de rémunération, et non le temps de travail, amènent deux nouvelles tendances très troublantes au Canada : une plus grande inégalité (l'écart croissant) et une plus grande polarisation (la distance croissante entre ce que la minorité possède vs ce que la majorité ne possède pas) sont dictées par un phénomène : les gains économiques de cette période sont octroyés de façon disproportionnée au 10% les plus riches des familles canadiennes. Leurs gains en revenu sont disproportionnés par rapport à leur représentation au sein de la population. Et leurs gains en revenus sont également disproportionnés par rapport à leur effort de travail.

Peu importe la mesure utilisée, en gains ou en argent net, l'écart entre les familles canadiennes les plus riches et celles les plus pauvres ne cesse d'augmenter, et ce, même si on nous répète que les conditions économiques que nous profitons actuellement vont aider à rétrécir l'écart.

Les chiffres présentés dans ce rapport (la définition des 10% les plus riches des familles avec enfants étant celles ayant gagné 131,200\$ ou plus en 2004) ne semblent pas parler du monde très rare et très sélect des super-riches, tel que vue à la télévision. Et c'est tout à fait normal. Il ne s'agit pas de l'histoire des Donald Trump de ce monde.

Cette étude dénote un portrait de ce qui se passe au cœur de nos vies et autour de nous, pas ailleurs, quelque part, et influençant la vie de quelqu'un d'autre. Elle fait ressortir une tendance dérangeante d'augmentation de l'inégalité et de la polarisation au cœur d'une opulence gigantesque.

Cette étude démontre également que ces tendances nous affectent tous, peu importe où nous nous situons sur l'échelle du revenu. Ce n'est pas seulement que les riches s'enrichissent encore plus et qu'ils sont plus nombreux. Ce n'est pas seulement que la classe moyenne met la main sur une plus petite part d'un plus gros gâteau au niveau économique. Ce n'est pas seulement la moitié la plus basse des familles canadiennes n'ont presque rien obtenu des derniers gains économiques. Ce n'est pas seulement que les familles canadiennes les plus pauvres semblent être coincées, peu importe l'augmentation de leur effort au travail. Ce n'est pas seulement que chaque catégorie de familles canadiennes, sauf les 10% les plus riches, travaillent de plus en plus fort pour obtenir leur argent. Le problème c'est que tout ceci modifie la nature de la société canadienne d'une façon nouvelle et encore jamais vue auparavant.

À tous les égards, tout ce qui est rapporté au sein de cette étude est basé sur les estimations les plus conservatrices d'un écart croissant. Et il est vrai que l'écart canadien va croissant, et très rapidement même, à un moment où il devrait en fait se rétrécir.

À l'aube du nouveau millénaire, il s'agit d'une histoire concernant la montée de l'abondance vs la stagnation des pauvres. Presque deux millions de familles canadiennes (1,9 millions) avec enfants seraient encore en bien plus mauvaise posture que leurs homologues de la fin des années 70 n'eut été de l'intervention du gouvernement, et ce, malgré le fait qu'elles travaillent plus que leurs prédécesseurs. 750,000 familles sont tout de même en pire posture que les familles de la fin des années 70, malgré un support au revenu plus ciblé et plus de temps passé sur le marché du travail.

L'augmentation de l'inégalité est plus qu'une statistique ou un fait.

Les riches deviennent encore plus riches, les pauvres ne vont nulle part et il y a de moins en moins de personnes au milieu pour faire le pont entre les deux extrémités. Nous ignorons ces tendances, et ce, aux risques et périls de notre collectivité.

Lorsque vous voyez que ce modèle se répète de lui-même entre les quartiers, les régions et les pays, vous savez que l'inégalité est devenue pour la vie économique et sociale ce que les changements climatiques sont devenus pour la planète. Les grandes tendances, dans les deux cas, sont insoutenables.

Un écart croissant et réfractaire entre les riches et les pauvres, au cours des bonnes ou mauvaises périodes, en dépit de l'effort au travail, est apparenté à l'impact lentement dévastateur des changements climatiques. Il s'agit du son du clairon, appelant à l'action. Appel qui, ultimement, ne peut rester ignoré.

Et, tout comme les changements climatiques, nous continuerons, à voir l'inégalité augmenter jusqu'à ce que nous comprenions notre connectivité entre nous et avec notre environnement.



# Annexe #1

---

CETTE ÉTUDE EXAMINE les revenus des familles avec enfants de moins de 18 ans au Canada ainsi que la travail requis pour générer ces revenus.

Elle jette un regard aux différences entre deux périodes de forte croissance économique (1976–1979 et 2001–2004) et ce qui s’est passé entre les deux.

Les familles avec enfants de moins de 18 ans ont de façon constante démontré la plus stable et la moins inégale répartition des revenus au fil du temps parmi tous les ménages canadiens.

Ce travail examine les tendances concernant les revenus, par déciles, lesquels répartissent n’importe quel type de population sur dix segments de taille égale, classée par revenu de la plus pauvre (1) à la plus riche (10).

Nous examinons les données comprises entre 1976 et 2004, la plus longue période disponible comportant des fichiers de microdonnées annuelles comparables, en utilisant les données de l’Enquête sur les finances des consommateurs (EFC) et celles de l’Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR).

L’EFC était l’outil de sondage de Statistique Canada dans la collecte de données transversales sur les revenus de 1976 à 1996. En 1996 l’EFC fut remplacé par l’EDTR, laquelle collecte des données longitudinales sur des échantillons de répondants au cours de plusieurs années. Les données de l’EDTR sont utilisées aux fins de cette analyse de 1996 jusqu’à l’année disponible la plus récente, soit 2004.

Ces deux différents sondages sur les ménages comportent des différences méthodologiques pouvant résulter en des divergences entre les estimations obtenues par les deux séries de sondage, pour des populations ou des variables infranationales avec de plus petit échantillon (par exemple, des déciles dans des provinces plus petites). Certains graphiques démontrent une projection vers le haut en 1996, laquelle pourrait être causée par le changement de sondage sous-jacent autant que par les conditions économiques particulières de 1996.

Un soin particulier a été apporté afin de s’assurer que la variabilité des niveaux entre les deux séries de sondage n’affecte pas l’interprétation des tendances. Ceci dit, peu importe comment les chiffres (pas les tendances) sont comparés avant et après 1996 pour des déciles individuels, il pourrait y avoir une certaine variabilité.

Cette analyse porte une attention particulière sur les revenus médians dans chaque décile. La médiane est la point central (à mi-chemin) de tout groupe d'observations, une mesure qui démontre moins de variabilité que les revenus moyens au fil du temps parce qu' le revenu moyen est tellement influencé parce qu'il se passe tout en haut et tout en base de l'échelle de répartition. Les médianes, plutôt que les moyennes, sont utilisées tout au long de l'étude, puisqu'elles tendent à être moins variables que les moyennes et peuvent aider à établir des tendances plus solides.

La seule utilité des données moyennes est de mesurer l'écart entre les riches et les pauvres, puisque les données médianes des déciles 1 et 10 comparent, dans les faits, les cinquièmes et 95ième rangs percentiles. La moyenne est une mesure plus appropriée pour parler des différences entre les deux groupes les plus éloignés de la société, les 10% les plus riches et les plus pauvres de la population à l'étude, dans ce cas, les familles avec enfants de moins de 18 ans.

La série de données nous permet de jeter un regard à cinq définitions différentes du revenu : les gains (traitements, salaires et travail autonome), les retours sur investissement, les revenus du marché (toute forme de revenu qui ne provient pas des transferts gouvernementaux), le revenu total (le marché + les transferts gouvernementaux, tels l'assurance-emploi, l'assistance sociale, les indemnisations des accidentés du travail, les crédits de TPS, les prestations pour enfants et les pensions) ainsi que le revenu net (après le calcul de l'impôt fédéral et provincial).

La série de donnée utilisée nous permet également d'examiner le temps de travail, selon les semaines de travail (depuis 1976) et les heures de travail (depuis 1996). Les données concernant le temps de travail sont auto-rapportées et incorpore généralement les semaines de vacance.

Les données concernant la rémunération inclut généralement des revenus qui sont négatifs en raison de pertes sur investissement et de pertes relatives à un travail autonome. Il est important que ces données soient conservées au sein de l'analyse en raison du rôle grandissant du travail autonome sur le marché canadien du travail. Toutes les valeurs négatives de ces données ont été remises à zéro afin d'éviter de biaiser les résultats du décile inférieur et de rendre l'écart et les autres mesures de l'inégalité encore plus prononcés.

Toutes les données sur le revenu et le temps de travail proviennent de totalisations spéciales non publiées appartenant à Statistique Canada et basées sur les sondages EFC/EDTR. Tous les chiffres sur les revenus qui sont mentionnés dans ce document sont indexés à l'inflation pour 2004.

## **Annexe #2**

---

**TABEAU 1 Gains médians annuels par décile (en \$ de 2004) pour les familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Decile 1*	3,358\$	1,665\$	992\$	2,094\$	951\$	1,386\$	-\$	-\$
Decile 2	23,509\$	22,970\$	22,508\$	23,784\$	21,631\$	22,049\$	17,129\$	16,229\$
Decile 3	35,902\$	35,527\$	34,785\$	36,223\$	34,755\$	34,389\$	29,767\$	28,790\$
Decile 4	44,987\$	44,791\$	44,367\$	45,257\$	44,473\$	43,367\$	39,193\$	38,859\$
Decile 5	52,601\$	52,033\$	51,780\$	52,866\$	52,313\$	51,499\$	47,512\$	46,883\$
Decile 6	60,453\$	59,359\$	59,534\$	60,496\$	59,818\$	59,032\$	55,486\$	54,546\$
Decile 7	67,842\$	67,515\$	67,433\$	68,394\$	67,993\$	67,474\$	64,336\$	63,862\$
Decile 8	78,925\$	78,277\$	76,918\$	78,529\$	78,203\$	77,239\$	74,857\$	74,291\$
Decile 9	92,654\$	92,297\$	91,152\$	92,557\$	91,776\$	91,368\$	88,991\$	89,151\$
Decile 10	126,279\$	121,485\$	122,511\$	124,862\$	120,018\$	121,029\$	118,511\$	121,053\$
Médiane	55,845\$	55,687\$	55,727\$	56,693\$	56,455\$	55,222\$	51,485\$	50,902\$
Moyenne	61,341\$	59,030\$	58,691\$	59,887\$	58,866\$	58,345\$	54,965\$	54,877\$
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Decile 1*	-\$	-\$	-\$	-\$	353\$	770\$	-\$	-\$
Decile 2	15,035\$	17,102\$	17,549\$	18,577\$	19,591\$	20,469\$	16,711\$	14,201\$
Decile 3	28,267\$	30,324\$	31,032\$	32,180\$	33,423\$	33,578\$	31,117\$	27,450\$
Decile 4	38,671\$	40,729\$	41,480\$	43,113\$	43,388\$	44,408\$	42,242\$	38,645\$
Decile 5	47,697\$	49,840\$	50,946\$	51,980\$	52,896\$	53,515\$	52,102\$	48,702\$
Decile 6	56,001\$	58,094\$	59,116\$	61,066\$	62,188\$	62,177\$	61,752\$	58,189\$
Decile 7	64,799\$	66,890\$	68,155\$	70,251\$	71,998\$	71,540\$	71,397\$	68,430\$
Decile 8	74,513\$	77,837\$	79,642\$	80,296\$	83,038\$	83,902\$	82,800\$	80,208\$
Decile 9	89,259\$	92,146\$	93,330\$	96,180\$	98,579\$	99,400\$	99,127\$	95,345\$
Decile 10	120,625\$	122,635\$	123,606\$	129,907\$	133,701\$	134,714\$	133,548\$	129,650\$
Médiane	51,845\$	53,669\$	55,272\$	56,604\$	57,896\$	57,684\$	57,074\$	53,395\$
Moyenne	55,194\$	57,069\$	58,329\$	60,414\$	61,605\$	62,835\$	60,760\$	58,233\$

\* - \$ veut dire qu'il n'y avait aucun profits annoncés à la médiane pour Decile 1

**TABEAU 1 SUITE Gains médians annuels par décile (en \$ de 2004) pour les familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Decile 1*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$
Decile 2	12,848\$	9,792\$	12,094\$	12,032\$	7,664\$	8,870\$	11,238\$
Decile 3	27,368\$	24,479\$	27,286\$	26,734\$	21,729\$	23,013\$	25,815\$
Decile 4	38,376\$	35,981\$	39,090\$	38,265\$	33,470\$	34,868\$	37,406\$
Decile 5	49,368\$	45,830\$	48,863\$	48,319\$	44,710\$	46,303\$	49,300\$
Decile 6	58,942\$	55,691\$	58,955\$	58,201\$	56,112\$	57,948\$	61,275\$
Decile 7	69,263\$	67,083\$	69,507\$	68,958\$	66,465\$	69,008\$	72,596\$
Decile 8	80,681\$	79,324\$	81,122\$	81,110\$	78,949\$	81,612\$	84,995\$
Decile 9	97,437\$	94,719\$	97,877\$	97,378\$	97,148\$	100,260\$	105,246\$
Decile 10	131,918\$	129,679\$	134,373\$	132,980\$	131,236\$	140,708\$	141,965\$
Médiane	53,947\$	50,409\$	53,926\$	53,810\$	50,392\$	52,001\$	55,647\$
Moyenne	58,218\$	55,833\$	58,881\$	58,608\$	56,031\$	58,405\$	62,090\$
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
Decile 1*	-\$	-\$	-\$	-\$	205\$	1,050\$	
Decile 2	12,680\$	15,235\$	15,842\$	15,535\$	15,718\$	16,665\$	
Decile 3	27,906\$	29,742\$	29,588\$	29,316\$	29,733\$	29,970\$	
Decile 4	40,081\$	42,003\$	41,451\$	41,074\$	41,198\$	42,206\$	
Decile 5	51,150\$	53,103\$	52,991\$	52,550\$	52,911\$	54,726\$	
Decile 6	61,793\$	64,499\$	64,923\$	64,122\$	65,005\$	65,476\$	
Decile 7	73,215\$	76,182\$	76,253\$	75,976\$	77,052\$	78,463\$	
Decile 8	87,232\$	90,255\$	90,532\$	90,468\$	91,693\$	92,775\$	
Decile 9	105,671\$	109,633\$	111,480\$	111,122\$	111,596\$	115,378\$	
Decile 10	146,398\$	154,198\$	157,791\$	159,131\$	160,462\$	166,017\$	
Médiane	56,380\$	58,684\$	58,747\$	57,940\$	58,842\$	60,180\$	
Moyenne	63,803\$	67,334\$	68,354\$	68,350\$	69,246\$	71,413\$	

\* -\$ veut dire qu'il n'y avait aucun profits annoncés à la médiane pour Decile 1

**TABEAU 2 Revenus nets médians annuel par décile (en \$ de 2004)  
pour les familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Decile 1	16,628\$	15,656\$	16,369\$	15,261\$	15,963\$	15,665\$	15,360\$	14,966\$
Decile 2	28,873\$	29,452\$	29,724\$	29,108\$	28,803\$	28,931\$	26,530\$	25,605\$
Decile 3	37,558\$	38,096\$	38,597\$	37,639\$	37,925\$	37,281\$	35,436\$	33,934\$
Decile 4	43,956\$	44,457\$	44,610\$	44,065\$	44,713\$	43,665\$	41,887\$	40,265\$
Decile 5	48,829\$	49,722\$	50,174\$	49,937\$	50,589\$	49,584\$	47,506\$	46,244\$
Decile 6	54,911\$	55,547\$	55,750\$	55,908\$	56,175\$	55,146\$	53,500\$	52,197\$
Decile 7	61,444\$	62,543\$	62,009\$	62,331\$	62,312\$	61,557\$	59,905\$	59,051\$
Decile 8	70,303\$	70,695\$	70,545\$	70,441\$	70,406\$	69,550\$	67,973\$	67,573\$
Decile 9	81,232\$	82,903\$	81,993\$	82,330\$	81,180\$	80,721\$	79,112\$	78,680\$
Decile 10	110,219\$	107,193\$	107,070\$	109,300\$	106,419\$	107,420\$	104,191\$	102,781\$
Médiane	51,721\$	52,746\$	52,832\$	52,916\$	53,003\$	52,273\$	50,575\$	49,066\$
Moyenne	57,158\$	56,351\$	56,790\$	56,488\$	56,569\$	55,887\$	54,184\$	53,353\$
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Decile 1	14,150\$	14,992\$	15,841\$	15,909\$	16,502\$	16,930\$	15,930\$	15,256\$
Decile 2	25,252\$	26,424\$	26,873\$	27,174\$	28,411\$	28,825\$	27,156\$	25,938\$
Decile 3	34,064\$	34,813\$	35,352\$	35,686\$	36,770\$	37,860\$	36,238\$	34,534\$
Decile 4	41,090\$	42,241\$	42,235\$	42,489\$	43,319\$	44,106\$	42,656\$	40,888\$
Decile 5	47,078\$	48,082\$	48,269\$	48,429\$	49,337\$	49,830\$	48,629\$	46,846\$
Decile 6	52,814\$	54,038\$	54,400\$	54,307\$	55,259\$	55,882\$	55,080\$	52,921\$
Decile 7	59,041\$	60,634\$	61,100\$	61,052\$	61,915\$	62,910\$	61,898\$	59,778\$
Decile 8	67,154\$	68,708\$	69,072\$	69,090\$	70,010\$	70,945\$	70,253\$	67,742\$
Decile 9	77,760\$	79,511\$	79,439\$	81,251\$	82,490\$	83,637\$	81,863\$	79,706\$
Decile 10	102,518\$	104,026\$	105,291\$	107,569\$	109,101\$	111,241\$	107,135\$	104,080\$
Médiane	49,968\$	51,086\$	51,338\$	51,343\$	52,333\$	52,752\$	51,850\$	49,702\$
Moyenne	53,441\$	54,555\$	55,049\$	55,474\$	56,217\$	57,626\$	55,657\$	53,987\$

**TABEAU 2 SUITE Revenus nets médians annuel par décile (en \$ de 2004)  
pour les familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Decile 1	15,650\$	15,559\$	15,779\$	15,794\$	14,774\$	14,704\$	15,516\$
Decile 2	26,241\$	24,656\$	25,785\$	25,179\$	23,547\$	23,639\$	25,582\$
Decile 3	34,756\$	32,632\$	34,186\$	34,088\$	31,309\$	31,866\$	33,567\$
Decile 4	41,631\$	39,240\$	41,043\$	40,088\$	38,240\$	38,576\$	41,012\$
Decile 5	47,931\$	45,226\$	47,266\$	46,538\$	45,405\$	45,793\$	47,847\$
Decile 6	54,018\$	51,724\$	53,169\$	52,827\$	52,532\$	53,152\$	55,338\$
Decile 7	60,604\$	58,853\$	59,915\$	59,504\$	59,380\$	60,770\$	63,202\$
Decile 8	68,449\$	66,940\$	68,287\$	67,578\$	67,901\$	69,326\$	71,554\$
Decile 9	79,952\$	78,198\$	79,875\$	79,109\$	80,102\$	82,798\$	84,104\$
Decile 10	104,177\$	102,358\$	104,997\$	104,787\$	105,550\$	109,514\$	112,326\$
Médiane	50,751\$	48,282\$	50,302\$	49,651\$	48,892\$	49,328\$	51,415\$
Moyenne	54,305\$	52,720\$	54,083\$	53,745\$	53,313\$	54,558\$	56,679\$
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
Decile 1	15,826\$	16,220\$	17,212\$	17,231\$	16,871\$	17,574\$	
Decile 2	26,979\$	27,944\$	29,259\$	28,848\$	29,054\$	29,221\$	
Decile 3	35,052\$	35,981\$	37,476\$	37,026\$	37,151\$	37,445\$	
Decile 4	42,443\$	43,798\$	44,907\$	44,724\$	44,623\$	45,454\$	
Decile 5	49,371\$	50,715\$	52,805\$	52,403\$	53,000\$	53,814\$	
Decile 6	56,513\$	57,936\$	60,577\$	60,273\$	60,879\$	61,955\$	
Decile 7	64,529\$	66,614\$	68,187\$	69,058\$	69,317\$	70,997\$	
Decile 8	74,187\$	76,588\$	79,362\$	79,413\$	80,177\$	81,765\$	
Decile 9	87,522\$	90,568\$	94,136\$	95,252\$	94,336\$	98,101\$	
Decile 10	116,480\$	124,262\$	128,388\$	130,681\$	129,446\$	135,810\$	
Médiane	52,701\$	54,001\$	56,618\$	56,226\$	57,253\$	57,806\$	
Moyenne	58,740\$	61,372\$	63,730\$	63,921\$	64,244\$	66,249\$	

**TABEAU 3 Limites supérieures des déciles (en \$ de 2004) concernant les gains des familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Decile 1	14,532\$	13,460\$	12,774\$	14,672\$	13,078\$	13,141\$	7,690\$	7,213\$
Decile 2	31,059\$	29,904\$	29,341\$	30,522\$	28,874\$	29,024\$	24,059\$	22,751\$
Decile 3	40,695\$	40,495\$	40,009\$	40,707\$	39,853\$	39,149\$	34,899\$	34,174\$
Decile 4	48,796\$	48,560\$	48,220\$	49,434\$	48,525\$	47,547\$	43,272\$	42,793\$
Decile 5	55,838\$	55,684\$	55,727\$	56,690\$	56,443\$	55,217\$	51,479\$	50,900\$
Decile 6	63,912\$	63,119\$	63,409\$	64,457\$	63,812\$	63,081\$	59,697\$	59,505\$
Decile 7	72,879\$	72,713\$	71,771\$	73,407\$	73,060\$	72,226\$	69,158\$	69,121\$
Decile 8	85,349\$	84,395\$	83,805\$	84,691\$	84,271\$	83,317\$	80,597\$	80,945\$
Decile 9	103,818\$	103,368\$	102,546\$	104,470\$	102,208\$	101,965\$	99,756\$	99,716\$
Decile 10*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Decile 1	6,221\$	8,307\$	7,586\$	9,804\$	9,731\$	11,647\$	8,013\$	5,692\$
Decile 2	22,259\$	24,242\$	24,888\$	26,602\$	27,506\$	27,866\$	24,427\$	21,066\$
Decile 3	34,060\$	35,754\$	36,375\$	38,160\$	38,508\$	39,234\$	36,750\$	33,218\$
Decile 4	43,225\$	45,291\$	46,469\$	47,557\$	48,124\$	49,000\$	47,153\$	43,921\$
Decile 5	51,845\$	53,669\$	55,269\$	56,604\$	57,893\$	57,684\$	57,073\$	53,383\$
Decile 6	60,439\$	62,561\$	63,816\$	65,578\$	67,143\$	66,801\$	66,575\$	63,249\$
Decile 7	69,278\$	71,886\$	73,453\$	75,544\$	76,835\$	77,000\$	77,273\$	74,198\$
Decile 8	81,424\$	83,962\$	85,369\$	87,370\$	89,630\$	90,784\$	90,392\$	86,493\$
Decile 9	100,689\$	102,742\$	105,296\$	107,957\$	111,128\$	112,000\$	111,271\$	107,548\$
Decile 10*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$

\*-\$ veut dire qu'il n'y a aucune "limite supérieure" pour decile le plus riche

**TABEAU 3 SUITE Limites supérieures des déciles (en \$ de 2004) concernant les gains des familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Decile 1	4,486\$	1,836\$	2,724\$	3,587\$	588\$	1,630\$	3,293\$
Decile 2	21,009\$	17,741\$	19,863\$	20,209\$	14,711\$	16,007\$	18,846\$
Decile 3	33,263\$	30,296\$	33,398\$	33,318\$	27,520\$	28,741\$	31,690\$
Decile 4	43,799\$	40,877\$	44,072\$	43,653\$	38,827\$	40,829\$	43,928\$
Decile 5	53,929\$	50,408\$	53,905\$	53,810\$	50,387\$	51,994\$	55,645\$
Decile 6	63,691\$	61,198\$	63,722\$	63,497\$	61,182\$	63,672\$	66,519\$
Decile 7	74,715\$	72,727\$	74,519\$	74,138\$	72,275\$	75,094\$	78,421\$
Decile 8	87,711\$	86,510\$	88,319\$	88,727\$	87,509\$	90,054\$	93,964\$
Decile 9	110,711\$	106,772\$	112,384\$	109,436\$	109,589\$	113,229\$	118,206\$
Decile 10*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
Decile 1	5,659\$	7,366\$	8,113\$	7,760\$	8,377\$	9,380\$	
Decile 2	21,404\$	23,127\$	22,654\$	22,641\$	23,110\$	23,450\$	
Decile 3	33,915\$	35,924\$	35,825\$	35,709\$	35,772\$	35,988\$	
Decile 4	45,929\$	47,325\$	47,734\$	46,843\$	47,126\$	48,605\$	
Decile 5	56,380\$	58,673\$	58,730\$	57,924\$	58,837\$	60,178\$	
Decile 6	67,436\$	70,007\$	70,381\$	69,853\$	70,662\$	71,523\$	
Decile 7	79,702\$	82,752\$	83,629\$	82,663\$	83,914\$	85,161\$	
Decile 8	95,846\$	98,287\$	99,653\$	100,082\$	100,914\$	102,285\$	
Decile 9	120,198\$	125,009\$	126,330\$	127,876\$	128,863\$	131,208\$	
Decile 10*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	

\*-\$ veut dire qu'il n'y a aucune "limite supérieure" pour decile le plus riche

**TABIEAU 4 Limites supérieures des déciles (en \$ de 2004) concernant les revenus nets des familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Decile 1	23,778\$	23,300\$	23,580\$	22,910\$	22,716\$	23,319\$	21,518\$	20,461\$
Decile 2	33,427\$	34,115\$	34,528\$	33,702\$	34,165\$	33,551\$	31,091\$	29,904\$
Decile 3	40,745\$	41,467\$	41,650\$	40,977\$	41,472\$	40,648\$	38,615\$	37,499\$
Decile 4	46,334\$	47,167\$	47,271\$	47,000\$	47,933\$	46,680\$	44,671\$	43,386\$
Decile 5	51,721\$	52,743\$	52,832\$	52,916\$	53,003\$	52,271\$	50,569\$	49,065\$
Decile 6	58,266\$	58,559\$	58,722\$	59,096\$	59,225\$	58,133\$	56,768\$	55,614\$
Decile 7	65,417\$	66,533\$	66,241\$	66,179\$	66,295\$	65,027\$	63,758\$	62,587\$
Decile 8	75,596\$	75,891\$	75,483\$	75,595\$	75,050\$	74,773\$	72,797\$	72,813\$
Decile 9	92,073\$	91,326\$	91,315\$	92,259\$	91,279\$	90,256\$	88,161\$	87,707\$
Decile 10*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Decile 1	19,739\$	20,943\$	21,520\$	22,012\$	23,248\$	23,272\$	21,611\$	21,006\$
Decile 2	29,945\$	30,726\$	31,450\$	31,622\$	32,722\$	34,091\$	31,807\$	30,448\$
Decile 3	37,746\$	38,729\$	39,017\$	39,257\$	40,089\$	41,080\$	39,534\$	37,777\$
Decile 4	44,203\$	45,032\$	45,220\$	45,549\$	46,103\$	47,155\$	45,879\$	43,709\$
Decile 5	49,968\$	51,076\$	51,336\$	51,343\$	52,328\$	52,744\$	51,849\$	49,701\$
Decile 6	55,895\$	57,326\$	57,464\$	57,475\$	58,768\$	59,192\$	58,308\$	56,405\$
Decile 7	62,741\$	64,216\$	64,944\$	64,569\$	65,528\$	66,555\$	65,814\$	63,862\$
Decile 8	71,966\$	73,649\$	73,607\$	73,965\$	75,174\$	76,325\$	75,631\$	73,004\$
Decile 9	87,144\$	87,835\$	88,365\$	89,993\$	91,794\$	92,617\$	90,970\$	87,594\$
Decile 10*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$

\*-\$ veut dire qu'il n'y a aucune "limite supérieure" pour decile le plus riche

**TABEAU 4 SUIVE Limites supérieures des déciles (en \$ de 2004) concernant les revenus nets des familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Decile 1	20,969\$	20,302\$	20,769\$	20,702\$	19,339\$	19,057\$	20,489\$
Decile 2	30,506\$	28,866\$	30,605\$	30,175\$	27,827\$	28,292\$	29,715\$
Decile 3	38,353\$	36,018\$	37,702\$	37,229\$	34,868\$	35,580\$	37,177\$
Decile 4	44,831\$	42,135\$	44,284\$	43,351\$	42,052\$	42,230\$	44,454\$
Decile 5	50,751\$	48,272\$	50,281\$	49,643\$	48,890\$	49,318\$	51,413\$
Decile 6	57,406\$	55,282\$	56,291\$	56,034\$	55,676\$	56,918\$	58,933\$
Decile 7	64,502\$	62,749\$	63,994\$	63,037\$	63,524\$	64,914\$	67,057\$
Decile 8	73,526\$	72,574\$	73,046\$	72,774\$	73,845\$	74,919\$	77,628\$
Decile 9	88,314\$	86,609\$	89,242\$	88,272\$	89,332\$	91,488\$	94,251\$
Decile 10*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
Decile 1	21,615\$	22,442\$	23,538\$	22,988\$	23,498\$	23,355\$	
Decile 2	31,466\$	32,091\$	33,473\$	33,302\$	33,542\$	33,588\$	
Decile 3	38,888\$	39,751\$	41,123\$	40,890\$	40,855\$	41,203\$	
Decile 4	45,790\$	47,367\$	48,894\$	48,618\$	48,840\$	49,818\$	
Decile 5	52,698\$	53,994\$	56,617\$	56,221\$	57,241\$	57,802\$	
Decile 6	60,140\$	62,056\$	63,944\$	64,806\$	64,929\$	66,120\$	
Decile 7	69,044\$	71,345\$	73,452\$	74,388\$	74,549\$	75,854\$	
Decile 8	80,193\$	82,734\$	85,869\$	86,449\$	86,804\$	89,671\$	
Decile 9	97,197\$	100,859\$	105,686\$	106,805\$	107,098\$	110,156\$	
Decile 10*	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	-\$	

\* - \$ veut dire qu'il n'y a aucune "limite supérieure" pour decile le plus riche

**TABLEAU 5 Part de tous les gains des familles avec enfants de moins de 18 ans, par décile, Canada, 1976–2004**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Decile 1	0.79%	0.63%	0.58%	0.75%	0.57%	0.63%	0.31%	0.26%
Decile 2	3.83%	3.80%	3.73%	3.90%	3.64%	3.74%	3.04%	2.89%
Decile 3	5.86%	6.01%	5.95%	5.99%	5.86%	5.88%	5.39%	5.20%
Decile 4	7.33%	7.58%	7.55%	7.55%	7.53%	7.43%	7.12%	7.01%
Decile 5	8.54%	8.82%	8.83%	8.85%	8.92%	8.83%	8.62%	8.53%
Decile 6	9.78%	10.05%	10.16%	10.10%	10.19%	10.12%	10.11%	10.01%
Decile 7	11.12%	11.48%	11.48%	11.47%	11.58%	11.56%	11.72%	11.68%
Decile 8	12.88%	13.29%	13.17%	13.15%	13.32%	13.28%	13.52%	13.59%
Decile 9	15.24%	15.72%	15.61%	15.58%	15.67%	15.73%	16.34%	16.24%
Decile 10	24.64%	22.62%	22.93%	22.66%	22.72%	22.80%	23.83%	24.58%
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Decile 1	0.20%	0.30%	0.27%	0.36%	0.38%	0.48%	0.31%	0.16%
Decile 2	2.66%	2.94%	2.93%	3.10%	3.15%	3.20%	2.75%	2.38%
Decile 3	5.13%	5.29%	5.29%	5.35%	5.39%	5.33%	5.08%	4.72%
Decile 4	7.01%	7.12%	7.08%	7.13%	7.04%	7.06%	6.92%	6.63%
Decile 5	8.65%	8.72%	8.73%	8.62%	8.60%	8.51%	8.58%	8.36%
Decile 6	10.14%	10.17%	10.14%	10.09%	10.13%	9.90%	10.18%	10.01%
Decile 7	11.74%	11.75%	11.74%	11.64%	11.66%	11.43%	11.76%	11.79%
Decile 8	13.58%	13.64%	13.59%	13.37%	13.46%	13.33%	13.68%	13.77%
Decile 9	16.28%	16.21%	16.11%	15.98%	16.13%	15.92%	16.41%	16.50%
Decile 10	24.59%	23.86%	24.11%	24.37%	24.07%	24.83%	24.33%	25.68%

**TABEAU 5 SUITE Part de tous les gains des familles avec enfants de moins de 18 ans, par décile, Canada, 1976–2004**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Decile 1	0.10%	0.03%	0.04%	0.07%	0.00%	0.02%	0.07%	0.17%
Decile 2	2.22%	1.78%	2.00%	2.06%	1.35%	1.51%	1.81%	2.06%
Decile 3	4.69%	4.34%	4.60%	4.58%	3.83%	3.88%	4.12%	4.37%
Decile 4	6.61%	6.39%	6.63%	6.57%	5.92%	5.97%	6.08%	6.25%
Decile 5	8.43%	8.19%	8.34%	8.29%	8.01%	7.93%	7.95%	8.02%
Decile 6	10.11%	9.98%	10.02%	9.96%	9.99%	9.92%	9.84%	9.68%
Decile 7	11.89%	11.96%	11.78%	11.75%	11.89%	11.83%	11.68%	11.49%
Decile 8	13.87%	14.19%	13.80%	13.85%	14.14%	14.07%	13.76%	13.68%
Decile 9	16.80%	17.11%	16.83%	16.73%	17.44%	17.25%	16.99%	16.67%
Decile 10	25.27%	26.04%	25.96%	26.14%	27.44%	27.63%	27.70%	27.61%
	2000	2001	2002	2003	2004	1976–79 Moyenne	2001–04 Moyenne	
Decile 1	0.27%	0.29%	0.26%	0.31%	0.37%	0.7%	0.3%	
Decile 2	2.25%	2.29%	2.26%	2.29%	2.34%	3.8%	2.3%	
Decile 3	4.41%	4.33%	4.28%	4.28%	4.14%	6.0%	4.3%	
Decile 4	6.21%	6.09%	6.03%	5.99%	5.93%	7.5%	6.0%	
Decile 5	7.90%	7.77%	7.69%	7.65%	7.60%	8.8%	7.7%	
Decile 6	9.56%	9.48%	9.36%	9.35%	9.23%	10.0%	9.4%	
Decile 7	11.33%	11.17%	11.15%	11.14%	10.96%	11.4%	11.1%	
Decile 8	13.37%	13.31%	13.23%	13.28%	13.06%	13.1%	13.2%	
Decile 9	16.41%	16.40%	16.48%	16.25%	16.18%	15.5%	16.3%	
Decile 10	28.27%	28.88%	29.28%	29.47%	30.20%	23.2%	29.5%	

**TABEAU 6 Part de tous les revenus nets des familles avec enfants de moins de 18 ans, par décile, Canada, 1976–2004**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Decile 1	2.74%	2.58%	2.68%	2.54%	2.58%	2.65%	2.67%	2.63%
Decile 2	5.06%	5.18%	5.20%	5.10%	5.08%	5.15%	4.90%	4.77%
Decile 3	6.55%	6.75%	6.77%	6.65%	6.70%	6.67%	6.49%	6.36%
Decile 4	7.65%	7.87%	7.84%	7.80%	7.90%	7.81%	7.70%	7.57%
Decile 5	8.59%	8.85%	8.83%	8.83%	8.92%	8.86%	8.79%	8.69%
Decile 6	9.63%	9.86%	9.81%	9.91%	9.93%	9.86%	9.88%	9.80%
Decile 7	10.75%	11.10%	10.96%	11.06%	11.01%	11.02%	11.10%	11.07%
Decile 8	12.32%	12.59%	12.44%	12.51%	12.46%	12.46%	12.55%	12.64%
Decile 9	14.38%	14.74%	14.53%	14.68%	14.51%	14.57%	14.68%	14.85%
Decile 10	22.34%	20.48%	20.94%	20.92%	20.90%	20.94%	21.24%	21.61%
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Decile 1	2.50%	2.60%	2.68%	2.70%	2.82%	2.82%	2.66%	2.69%
Decile 2	4.70%	4.80%	4.88%	4.88%	5.05%	4.99%	4.85%	4.78%
Decile 3	6.36%	6.37%	6.41%	6.41%	6.51%	6.56%	6.47%	6.37%
Decile 4	7.68%	7.72%	7.68%	7.65%	7.68%	7.65%	7.66%	7.57%
Decile 5	8.82%	8.81%	8.76%	8.72%	8.78%	8.64%	8.76%	8.64%
Decile 6	9.90%	9.93%	9.85%	9.81%	9.83%	9.72%	9.89%	9.80%
Decile 7	11.06%	11.12%	11.12%	11.01%	11.05%	10.89%	11.14%	11.12%
Decile 8	12.58%	12.60%	12.54%	12.45%	12.47%	12.35%	12.65%	12.56%
Decile 9	14.70%	14.68%	14.55%	14.66%	14.70%	14.59%	14.81%	14.73%
Decile 10	21.70%	21.38%	21.52%	21.68%	21.13%	21.77%	21.11%	21.74%

**TABEAU 6 SUITE Part de tous les revenus nets des familles  
avec enfants de moins de 18 ans, par décile, Canada, 1976–2004**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Decile 1	2.69%	2.75%	2.72%	2.75%	2.56%	2.47%	2.56%	2.55%
Decile 2	4.81%	4.71%	4.76%	4.73%	4.41%	4.35%	4.50%	4.59%
Decile 3	6.38%	6.17%	6.32%	6.31%	5.87%	5.84%	5.90%	5.96%
Decile 4	7.64%	7.44%	7.59%	7.48%	7.19%	7.11%	7.22%	7.21%
Decile 5	8.84%	8.58%	8.73%	8.67%	8.52%	8.39%	8.44%	8.39%
Decile 6	9.95%	9.81%	9.85%	9.81%	9.85%	9.70%	9.76%	9.61%
Decile 7	11.19%	11.18%	11.09%	11.07%	11.11%	11.19%	11.13%	10.99%
Decile 8	12.64%	12.75%	12.63%	12.62%	12.81%	12.73%	12.69%	12.68%
Decile 9	14.73%	14.96%	14.84%	14.78%	15.17%	15.15%	14.95%	14.94%
Decile 10	21.13%	21.65%	21.46%	21.77%	22.50%	23.08%	22.84%	23.08%
	2000	2001	2002	2003	2004	1976–79 Moyenne	2001–04 Moyenne	
Decile 1	2.59%	2.61%	2.54%	2.54%	2.54%	2.6%	2.6%	
Decile 2	4.50%	4.54%	4.49%	4.50%	4.38%	5.1%	4.5%	
Decile 3	5.86%	5.87%	5.78%	5.78%	5.65%	6.7%	5.8%	
Decile 4	7.11%	7.05%	7.00%	6.97%	6.87%	7.8%	7.0%	
Decile 5	8.27%	8.27%	8.19%	8.25%	8.10%	8.8%	8.2%	
Decile 6	9.44%	9.49%	9.46%	9.48%	9.37%	9.8%	9.4%	
Decile 7	10.84%	10.74%	10.83%	10.83%	10.70%	11.0%	10.8%	
Decile 8	12.52%	12.43%	12.50%	12.48%	12.40%	12.5%	12.5%	
Decile 9	14.76%	14.85%	14.93%	14.90%	14.88%	14.6%	14.9%	
Decile 10	24.11%	24.15%	24.28%	24.25%	25.12%	21.2%	24.5%	

**TABEAU 7 Écart des gains\* et après impôt, ratios des valeurs moyennes des déciles les plus riches et les plus pauvres, familles avec enfants de moins de 18 ans, Canada, 1976–2004**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Écarts entre profits	31.2	35.6	39.2	30.2	39.8	36.0	76.5	95.3
Écarts après impôt	8.1	7.9	7.8	8.2	8.1	7.9	7.9	8.2
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Écarts entre profits	120.6	80.0	88.3	67.3	63.7	51.2	79.0	158.5
Écarts après impôt	8.7	8.2	8.0	8.0	7.5	7.7	7.9	8.0
	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Écarts entre profits	244.6	1,027.1	643.3	380.2	11,741.7	1,215.3	404.8	165.2
Écarts après impôt	7.8	7.8	7.9	7.9	8.8	9.3	8.9	9.0
	2000	2001	2002	2003	2004			
Écarts entre profits	102.9	100.4	111.8	95.7	81.6			
Écarts après impôt	9.3	9.2	9.5	9.5	9.9			

\* Les profits non-négatifs (voir l'appendice un)

**TABEAU 8 Moyenne des semaines d'emploi annuelles, familles avec une semaine ou plus d'emploi, avec enfants de moins de 18 ans, par décile, Canada, 1976–2004**

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Decile 1	40	40	36	41	39	39	33	28
Decile 2	58	60	58	63	58	61	55	51
Decile 3	64	66	65	68	66	71	66	67
Decile 4	67	70	68	73	70	73	73	74
Decile 5	74	74	74	78	76	80	77	79
Decile 6	77	79	79	82	81	85	81	79
Decile 7	85	83	84	89	88	89	88	90
Decile 8	90	94	93	96	95	96	98	93
Decile 9	100	102	100	110	105	107	105	102
Decile 10	111	122	118	128	117	126	121	110
Moyenne	78	81	79	84	81	84	82	80
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Decile 1	28	30	31	30	30	34	30	28
Decile 2	51	57	59	57	59	61	57	52
Decile 3	68	69	71	73	73	72	71	69
Decile 4	74	76	79	77	80	79	77	78
Decile 5	78	81	83	83	85	86	86	82
Decile 6	82	85	86	87	89	90	93	88
Decile 7	87	90	91	94	97	97	96	97
Decile 8	97	95	103	100	105	106	105	102
Decile 9	107	109	110	113	111	118	112	111
Decile 10	120	120	121	125	125	124	123	118
Moyenne	82	84	86	87	88	89	88	86

**TABLEAU 8 SUITE Moyenne des semaines d'emploi annuelles, familles avec une semaine ou plus d'emploi, avec enfants de moins de 18 ans, par décile, Canada, 1976–2004**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Decile 1	28	19	24	26	48	40	38
Decile 2	51	43	46	46	52	50	54
Decile 3	67	64	68	70	73	73	73
Decile 4	76	75	76	76	77	81	82
Decile 5	80	81	84	85	86	87	90
Decile 6	90	90	90	88	92	92	92
Decile 7	95	93	96	97	95	98	102
Decile 8	104	102	104	103	105	106	107
Decile 9	111	109	112	110	110	109	113
Decile 10	114	118	120	117	114	115	112
Moyenne	85	85	87	86	89	89	90
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
Decile 1	40	42	45	45	44	47	
Decile 2	59	63	63	61	65	66	
Decile 3	74	75	75	73	74	75	
Decile 4	85	82	83	80	82	82	
Decile 5	89	90	90	89	90	89	
Decile 6	93	94	99	93	97	97	
Decile 7	101	101	100	98	102	98	
Decile 8	104	108	107	106	109	108	
Decile 9	114	112	114	111	110	116	
Decile 10	115	116	116	113	115	113	
Moyenne	91	91	92	90	91	92	

**TABEAU 9 Moyenne des heures d'emploi annuelles, familles avec une semaine ou plus d'emploi, avec enfants de moins de 18 ans, par décile, Canada, 1996–2004\***

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Decile 1	1,439	948	1,075	996	1,121	1,365	1,315	1,265	1,529
Decile 2	1,478	1,470	1,725	1,820	2,106	2,151	1,981	2,119	2,322
Decile 3	2,522	2,444	2,398	2,468	2,629	2,678	2,609	2,532	2,535
Decile 4	2,732	2,829	2,862	2,897	2,915	2,951	2,842	2,901	2,941
Decile 5	2,955	2,946	3,118	2,998	3,175	3,227	3,192	3,133	3,162
Decile 6	3,158	3,166	3,216	3,241	3,230	3,535	3,266	3,370	3,400
Decile 7	3,298	3,467	3,494	3,459	3,569	3,605	3,534	3,568	3,548
Decile 8	3,580	3,641	3,676	3,562	3,804	3,829	3,748	3,809	3,782
Decile 9	3,896	3,786	3,946	3,898	3,883	4,032	3,908	3,910	4,049
Decile 10	4,063	4,107	3,984	3,974	4,093	4,184	4,058	4,119	4,074
Moyenne	3,065	3,052	3,098	3,075	3,171	3,262	3,154	3,179	3,225

\* Les données des heures de travail seulement disponibles depuis 1996



## Notes

---

**1** La taille moyenne du ménage avec enfants de moins de 18 ans au Canada était de 3,92 en 2004, selon des données non publiées provenant de Statistique Canada. Il y avait 3,8 millions de foyers avec enfants de moins de 18 ans au Canada en 2004, soit 29% de tous les ménages canadiens. Cette année-là l'estimation de la population canadienne était de 32 millions d'individus.

**2** Toutes les données qui ont servi à cette analyse ont été totalisées spécialement par Statistique Canada, selon les données de l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC) et l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR). Ces données remontent seulement jusqu'en 1976 et les données les plus récentes sont celles de 2004. Consulter l'annexe #1 pour plus de détails concernant les données et la méthodologie.

**3** Marc Frenette, David A. Green et Garnett Picot, *Rising Income Inequality in the 1990s: An Exploration of Three Data Sources*, in David A. Green and Jonathan R. Kesselman, Éditeurs, *Dimensions of Inequality in Canada*, Vancouver: UBC Press, 2006.

**4** Les tendances depuis 1976 peuvent être consultées à l'annexe #2. Les chiffres suivants concernant 2004, les données disponibles les plus récentes de la part de Statistique Canada. Il existe des différences régionales dans les définitions de ce qui constitue le riche, le pauvre, et la « moyenne » au Canada, mais il est important de savoir ce que les données nous disent à propos de la répartition du revenu à travers le pays, en tant qu'ensemble.

**5** La Banque Mondiale estime la population des pays à faible revenu à 2,3 milliards en 2003. Voir les indicateurs de développement mondial 2005 de la Banque Mondiale, Tableau 1.1 [http://devdate.worldbank.org/wdi2005/table1\\_1.htm](http://devdate.worldbank.org/wdi2005/table1_1.htm). En 2005, le PNB combiné des pays à faible revenu était, selon la Banque Mondiale, de 1,4 billion de \$ américains. Cette année-là le PNB du Canada était estimé à environ 1,2 billion de \$ américains. Voir les indicateurs de développement mondial 2005 de la Banque Mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTIC/Resources/GDP.pdf>

**6** La Banque Mondiale classe le PNB 2005 de 183 pays en dollars américains. Devant le Canada, en 2005, il y a par ordre d'importance, les États-unis, le Japon, l'Allemagne, la Chine, le

Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Espagne. Visiter le <http://siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/GDP.pdf>

**7** Selon les classements de la Société financière internationale utilisant les données de la Banque Mondiale basées sur 175 pays. Visiter le <http://www.doingbusiness.org/EconomyRankings/Default.aspx?direction=asc&sort=1>

**8** Le Centre canadien de politiques alternatives (Ottawa : Novembre 2006). Growing Gap, Growing Concerns.

**9** Cet article fait référence à la croissance économique depuis 1981 parce qu'il s'agit de la seule série économique conséquente concernant les comptes nationaux. Les statistiques sur la population proviennent également des comptes économiques nationaux. Les données des EFC/EDTR concernant les revenus des familles reculent de manière conforme jusqu'en 1976.

**10** Les familles du 8<sup>ième</sup> décile n'ont avancé que de quelques pouces en termes de gains, mais les progrès se sont surtout produits au sommet de ce décile particulier.

**11** La poussée de 1996 du décile le plus pauvre est en fonction d'un échantillon plus petit provenant de ce décile cette année-là. Les sondés étaient un groupe qui apparemment avait travaillé en moyenne plus de semaines que lors de l'année précédente. Qu'ils n'apparaissent pas vraiment dans les plus grande tendances de semaines de travail parmi les familles du décile le plus pauvre au fil du temps après 1996. Nous devrions nous souvenir que la première moitié des années 90 fut dévastatrice pour plusieurs de ces ménages, alors qu'ils perdirent des emplois, des semaines et des heures d'ouvrage jusqu'à la fin de cette décennie.

**12** Selon les méthodologiques de Statistique Canada, la poussée apparente en heures en 2001 est plus la conséquence de faibles résultats en 2000 en raison d'un problème d'échantillonnage, plutôt que des résultats élevés en 2001.

**13** Selon le ministère des Finances du Canada, Tables de référence fiscale, Tableau 10. Le Budget 2006 a introduit un autre 2,5 milliards sous la rubrique de ce programme en vertu d'un 100\$/mois d'allocation imposable aux familles pour chaque enfant de moins de six ans, appelé Indemnité universelle de gardes d'enfants. L'actuel PFCE, sous 7 suppléments, sera éliminé en juillet 2007, économisant la majorité de cette nouvelle dépense. Le plan du budget 2006 : Cibler les priorités, le nouveau gouvernement du Canada, p.100

**14** Saez, Emmanuel et Veall, Michael R. (2005). The Evolution of High Incomes in North America : Lessons from Canadian Evidence, *American Economic Review*, Vol. 95, No.3.

**15** John Partridge, "Options spell pay dirt", dans Report on Business, *The Globe and Mail*, 18 avril, 1998, pages B1 et B6. Inclut les rémunérations des cadres du top 100 des PDG canadiens, au sein des sociétés cotées en bourse et des compagnies privées. Janet McFarland, « How Much Is Too Much », dans Report on Business, *The Globe and Mail*, 9 mai 2006, page B9. Compensation des cadres du top 100 des PDG canadiens. Gains moyens calculés par Statistique Canada, Gains et heure d'emploi, Catalogue 72-002-X1B, Tableau 9, octobre 2006; IPC calculé par le calculateur d'inflation de la Banque du Canada [http://www.bankofcanada.ca/en/rates/inflation\\_calc.html](http://www.bankofcanada.ca/en/rates/inflation_calc.html)



**> ABOUT THE CENTRE**

The Canadian Centre for Policy Alternatives is an independent, non-profit research institute funded primarily through organizational and individual membership. It was founded in 1980 to promote research on economic and social issues from a progressive point of view. The Centre produces reports, books and other publications, including a monthly magazine. It also sponsors lectures and conferences.

**> AU SUJET DU CENTRE**

Le Centre canadien de politiques alternatives est un institut de recherche indépendant et sans but lucratif, financé en majeure partie par ses membres individuels et institutionnels. Fondé en 1980, son objectif est de promouvoir les recherches progressistes dans le domaine de la politique économique et sociale. Le Centre publie des rapports et des livres, ainsi qu'une revue mensuelle. Il organise aussi des conférences et des colloques.



**CCPA**

CANADIAN CENTRE  
for POLICY ALTERNATIVES  
CENTRE CANADIEN  
de POLITIQUES ALTERNATIVES

[www.policyalternatives.ca](http://www.policyalternatives.ca)

**> NATIONAL OFFICE**

410-75 Albert Street, Ottawa, ON K1P 5E7  
TEL 613-563-1341 FAX 613-233-1458  
ccpa@policyalternatives.ca

**BC OFFICE**

1400-207 West Hastings Street, Vancouver, BC V6B 1H7  
TEL 604-801-5121 FAX 604-801-5122  
ccpabc@policyalternatives.ca

**MANITOBA OFFICE**

309-323 Portage Avenue, Winnipeg, MB R3B 2C1  
TEL 204-927-3200 FAX 204-927-3201  
ccpamb@policyalternatives.ca

**NOVA SCOTIA OFFICE**

P.O. Box 8355, Halifax, NS B3K 5M1  
TEL 902-477-1252 FAX 902-484-63441  
ccpans@policyalternatives.ca

**SASKATCHEWAN OFFICE**

105-2505 11th Avenue, Regina, SK S4P 0K6  
TEL 306-924-3372 FAX 306-586-5177  
ccpasask@sasktel.net

**> BUREAU NATIONAL**

410-75 rue Albert, Ottawa, ON K1P 5E7  
TÉLÉPHONE 613-563-1341 TÉLÉCOPIER 613-233-1458  
ccpa@policyalternatives.ca

**BUREAU DE LA C.-B.**

1400-207 rue West Hastings, Vancouver, C.-B. V6B 1H7  
TÉLÉPHONE 604-801-5121 TÉLÉCOPIER 604-801-5122  
ccpabc@policyalternatives.ca

**BUREAU DE MANITOBA**

309-323 avenue Portage, Winnipeg, MB R3B 2C1  
TÉLÉPHONE 204-927-3200 TÉLÉCOPIER 204-927-3201  
ccpamb@policyalternatives.ca

**BUREAU DE NOUVELLE-ÉCOSSE**

P.O. Box 8355, Halifax, NS B3K 5M1  
TÉLÉPHONE 902-477-1252 TÉLÉCOPIER 902-484-63441  
ccpans@policyalternatives.ca

**BUREAU DE SASKATCHEWAN**

105-2505 11e avenue, Regina, SK S4P 0K6  
TÉLÉPHONE 306-924-3372 TÉLÉCOPIER 306-586-5177  
ccpasask@sasktel.net